GÉOGRAPHIE DE L'ÉGALITÉ

REGARDS CROISÉS DES FRANÇAIS DANS LEUR ENSEMBLE, DES HABITANTS DES QPV ET DES TERRITOIRES RURAUX SUR L'INCLUSION ÉCONOMIQUE ET L'ACCÈS À L'EMPLOI

Enquête Ipsos bva pour la Fondation Mozaïk

Octobre 2026

Vos contacts Ipsos bva :

Alice Tetaz
Alice.Tetaz@ipsos.com

Charlotte Beaudoin
Charlotte.Beaudoin@ipsos.com

© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octob

MÉTHODOLOGIE

ÉCHANTILLONS

Au total, 2000 personnes interrogées et 3 populations :

1 003 Français âgés de 18 ans et plus représentatifs de cette population

683 habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), représentatifs de cette population (603 issus d'un boost, 80 issus de l'échantillon principal)

722 habitants des quartiers ruraux, représentatifs de cette population (400 issus d'un boost, 322 issus de l'échantillon principal)

DATES DE TERRAIN

Du 5 au 13 octobre 2026

MÉTHODOLOGIE

Échantillon interrogé en ligne

Méthode des quotas appliquée aux variables suivantes <u>pour chaque échantillon</u> : sexe, âge, profession, région, catégorie d'agglomération.

Notes de lecture :
Tous les résultats sont exprimés en pourcentages (%).

Ce rapport a été réalisé pour :

Ce rapport a été élaboré dans le respect de la norme internationale ISO 20252 « Etudes de marché, études sociales et d'opinion ».
Ce rapport a été relu par Alice Tetaz, directrice cliente chez Public Affairs chez Ipsos Bva.

© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

Chiffres clés

Une égalité des chances largement mise en doute

65%
des Français considèrent qu'à efforts égaux, certaines personnes disposent de moins d'opportunités professionnelles

75% dans les QPV.

58% des Français,

65% en QPV déclarent que les propositions d'un candidat visant à réduire les inégalités territoriales d'accès à l'emploi et à l'entrepreneuriat influenceront leur vote à la présidentielle 2027

96%
des Français estiment que
« Vivre dans un quartier populaire ou dans une zone rurale ne devrait jamais constituer un frein pour accéder à un emploi »

Le manque d'offres locales, la maîtrise des outils numériques et l'isolement rural constituent les trois premiers obstacles identifiés (respectivement 81%, 74% et 66%) **pour accéder à l'emploi**

40%
des habitants des QPV déclarent avoir déjà été **désavantagés ou discriminés** dans l'accès à l'emploi, contre 25% des Français dans leur ensemble.

Des attentes de preuves envers les acteurs publics et privés
Les Français souhaitent davantage d'évaluation (82%), voir de sanctions (68%) contre les entreprises qui discriminent à l'embauche

78% des Français,

86% en QPV
sont favorables à l'idée de développer des outils de mesure des inégalités d'accès à l'emploi

82%
des Français sont d'accord avec l'idée que
« La France ne tire pas suffisamment parti des talents présents dans les quartiers populaires et les territoires ruraux »

© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

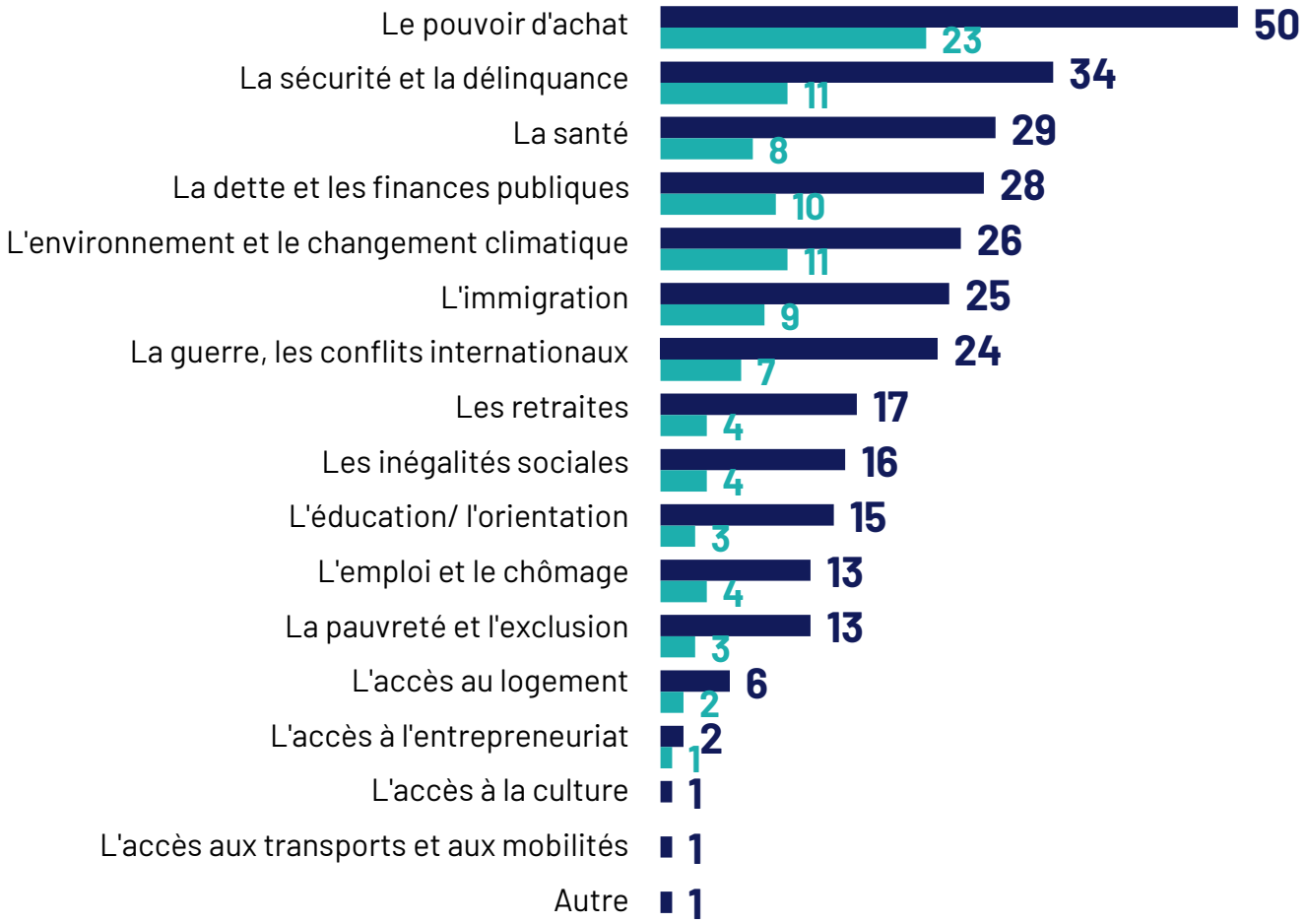
Partie 1.

Les inégalités qui entourent l'emploi constituent un véritable enjeu de société et de choix électoral

© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

Le top 3 des préoccupations est le même pour les 3 populations interrogées : pouvoir d'achat, sécurité, santé. L'emploi, le chômage et les inégalités sont davantage cités par les habitants des QPV.

Q1. Parmi les sujets suivants, quels sont ceux qui vous préoccupent le plus aujourd'hui en France ? En 1er, en 2nd, en 3ème ?
Base : A tous



	Au total	QPV	Ruraux
Le pouvoir d'achat	50	47	52
La sécurité et la délinquance	34	31	32
La santé	29	30	31
La dette et les finances publiques	28	22	31
L'environnement et le changement climatique	26	21	24
L'immigration	25	20	24
La guerre, les conflits internationaux	24	23	25
Les retraites	17	14	20
Les inégalités sociales	16	20	13
L'éducation/ l'orientation	15	15	15
L'emploi et le chômage	13	19	12
La pauvreté et l'exclusion	13	19	12
L'accès au logement	6	13	4
L'accès à l'entrepreneuriat	2	1	1
L'accès à la culture	1	1	1
L'accès aux transports et aux mobilités	1	2	1
Autre	1	1	1

Au total | En premier

© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

Les moins de 25 ans – qu'ils vivent en QPV ou non – se retrouvent autour de préoccupations similaires… mais différentes de l'ensemble de la population, et en décalage avec celles des jeunes ruraux.

Top 3 des sujets qui préoccupent le plus les moins de 25 ans, au total des trois réponses

ENSEMBLE

1. Pouvoir d'achat / Inégalités sociales (ex-aecquo) — 32% — Au total des trois réponses
2. Environnement — 31% — Au total des trois réponses
3. Emploi, chômage — 28% — Au total des trois réponses

QPV

1. Inégalités sociales — 38% — Au total des trois réponses
2. Pouvoir d'achat — 34% — Au total des trois réponses
3. Emploi, chômage / Environnement (ex-aecquo) — 31% — Au total des trois réponses

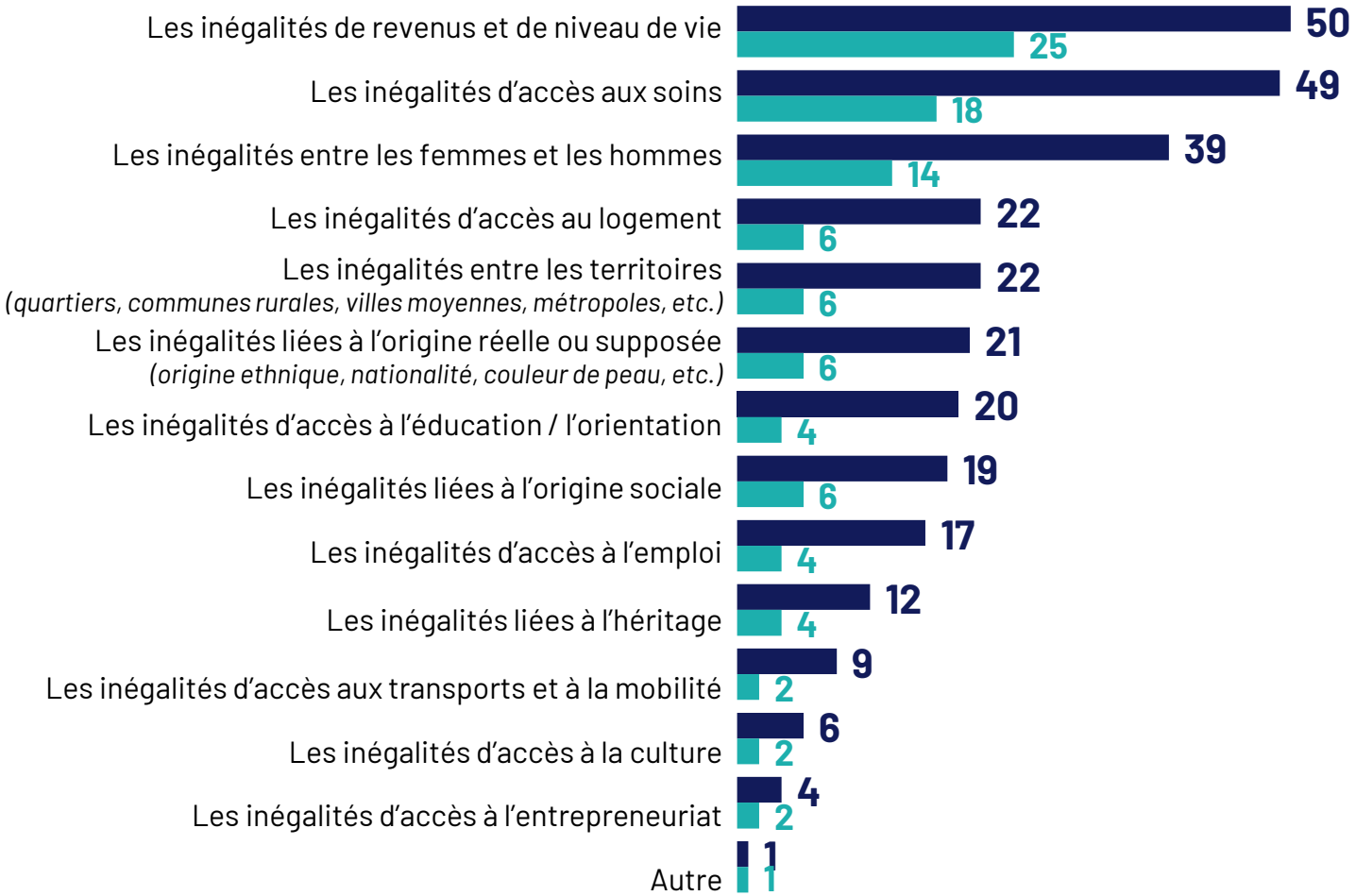
RURAUX

1. Éducation — 34% — Au total des trois réponses
2. Pouvoir d'achat — 33% — Au total des trois réponses
3. Dette et finances publiques — 32% — Au total des trois réponses

© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

Les inégalités de revenus et d'accès aux soins concentrent les inquiétudes, mais les habitants des QPV se montrent davantage préoccupés par les inégalités d'accès à l'emploi et liées à l'origine tandis que les ruraux citent plus fréquemment les inégalités entre les territoires.

Q2. Il existe plusieurs types d'inégalités dans la société française. Parmi ces types d'inégalités, lesquels vous semblent les plus préoccupants ?
Base : A tous



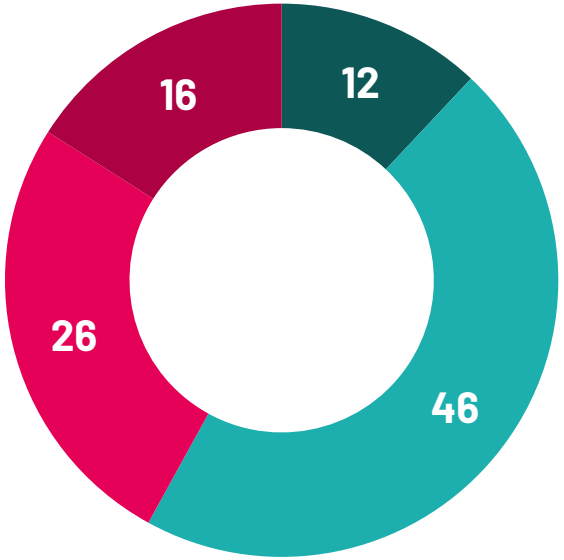
	Au total	QPV	Ruraux
Les inégalités de revenus et de niveau de vie	50	48	54
Les inégalités d'accès aux soins	49	42	54
Les inégalités entre les femmes et les hommes	39	35	34
Les inégalités d'accès au logement	22	25	20
Les inégalités entre les territoires (quartiers, communes rurales, villes moyennes, métropoles, etc.)	22	20	28
Les inégalités liées à l'origine réelle ou supposée (origine ethnique, nationalité, couleur de peau, etc.)	21	26	15
Les inégalités d'accès à l'éducation / l'orientation	20	19	19
Les inégalités liées à l'origine sociale	19	20	16
Les inégalités d'accès à l'emploi	17	25	17
Les inégalités liées à l'héritage	12	10	11
Les inégalités d'accès aux transports et à la mobilité	9	10	12
Les inégalités d'accès à la culture	6	6	5
Les inégalités d'accès à l'entrepreneuriat	4	4	4
Autre	1	-	2

© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

Les inégalités territoriales d'accès à l'emploi pourraient peser sur le vote de près de six Français sur dix.

Q17. Lors de l'élection présidentielle, dans quelle mesure les propositions d'un candidat visant à réduire les inégalités territoriales d'accès à l'emploi et à l'entrepreneuriat pourraient-elles influencer votre vote ?
Base : A tous

% Peu / Pas du tout
42%

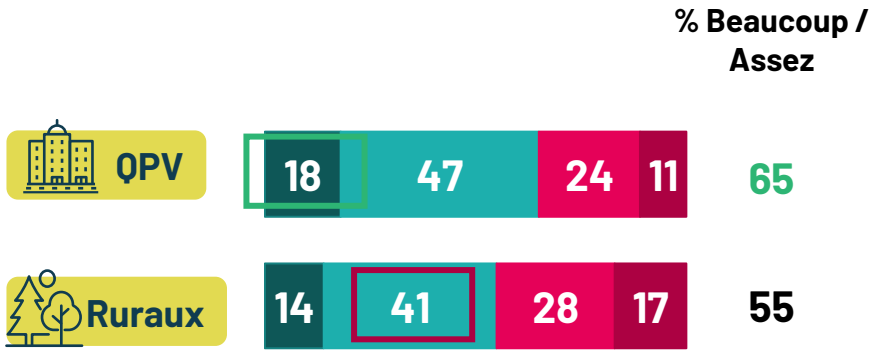


% Beaucoup / Assez
58%

Moins de 25 ans : **84%**

Sympathisants de gauche : **79%**

Détail



Beaucoup	Assez	Peu	Pas du tout

© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

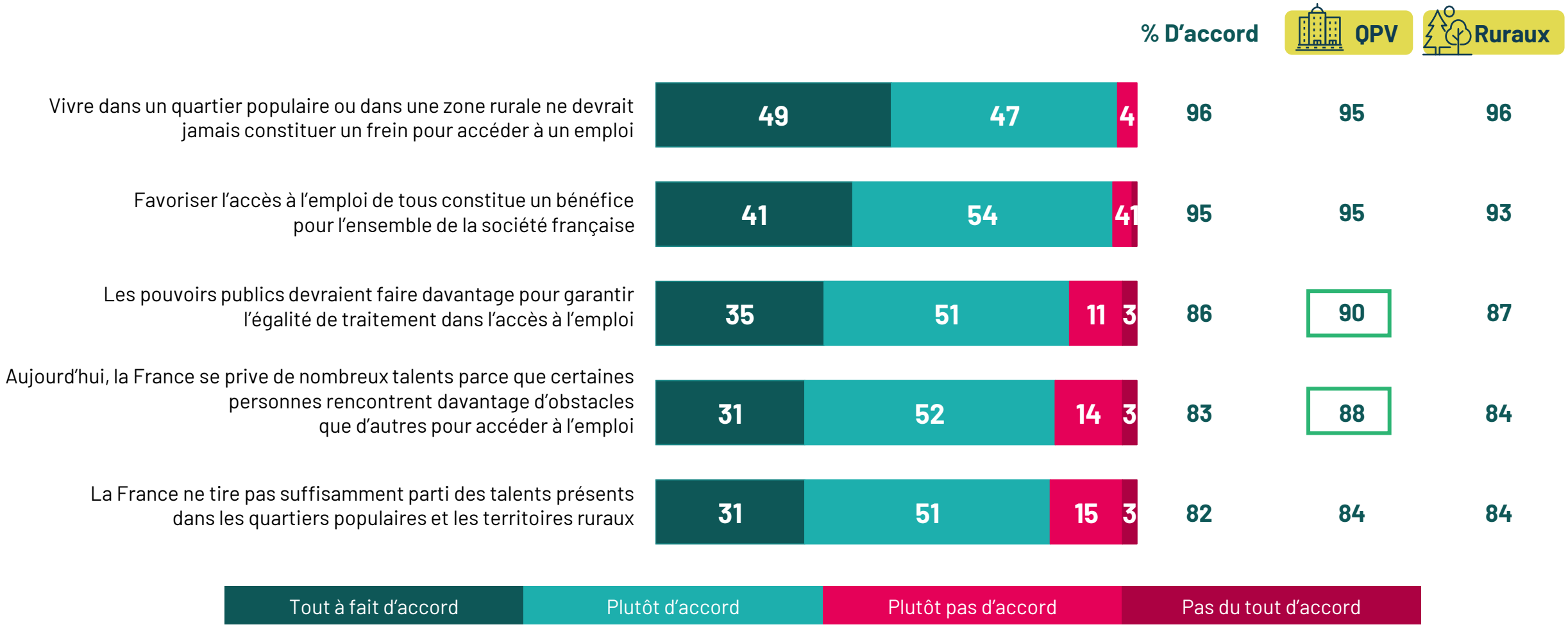
Partie 2.

Une promesse d'égalité des chances largement mise en doute par les Français et particulièrement dans les QPV

© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

L'égalité d'accès à l'emploi est perçue comme un bénéfice collectif pour la société, mais la France est perçue comme insuffisamment capable de valoriser tous ses talents.

Q8. Voici certaines affirmations concernant l'accès à l'emploi. Pour chacune d'elles, indiquez si vous êtes d'accord ou non.
Base : A tous



© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

La moitié des Français, qu'ils vivent en zone rurale ou en QPV, sont tout à fait d'accord avec l'idée que le lieu de résidence ne devrait jamais constituer un frein à l'accès à l'emploi. Dans les QPV, la demande d'action publique ainsi que le sentiment d'un potentiel insuffisamment valorisé s'expriment plus fortement.

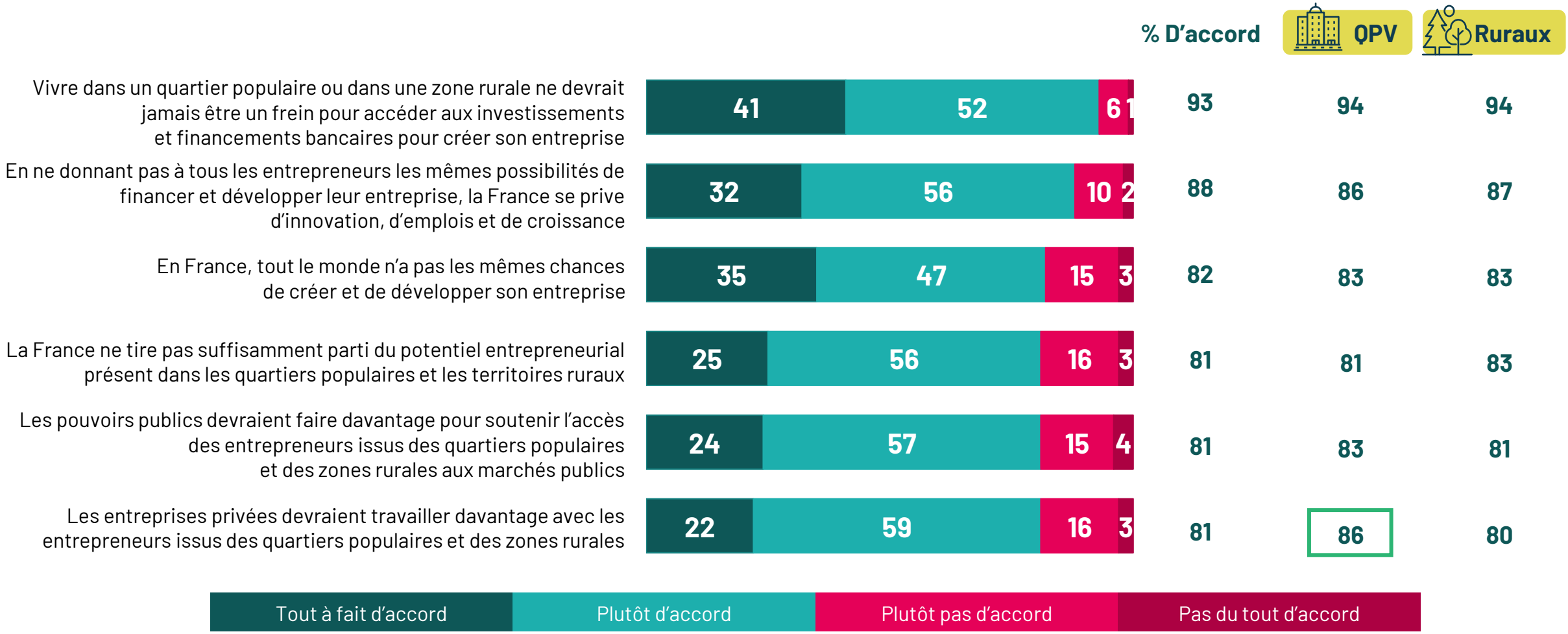
Q8. Voici certaines affirmations concernant l'accès à l'emploi. Pour chacune d'elles, indiquez si vous êtes d'accord ou non.
Base : A tous

% Tout à fait d'accord	% Ensemble des Français	QPV	Ruraux
Vivre dans un quartier populaire ou dans une zone rurale ne devrait jamais constituer un frein pour accéder à un emploi	49	49	49
Favoriser l'accès à l'emploi de tous constitue un bénéfice pour l'ensemble de la société française	41	45	41
Les pouvoirs publics devraient faire davantage pour garantir l'égalité de traitement dans l'accès à l'emploi	35	44	34
Aujourd'hui, la France se prive de nombreux talents parce que certaines personnes rencontrent davantage d'obstacles que d'autres pour accéder à l'emploi	31	38	34
La France ne tire pas suffisamment parti des talents présents dans les quartiers populaires et les territoires ruraux	31	36	32

© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

À l'instar de l'emploi, l'entrepreneuriat reste perçu comme une promesse d'égalité encore inaboutie : huit Français sur dix estiment que les chances restent inégalement réparties.

Q8BIS. Voici certaines affirmations concernant l'accès à l'entrepreneuriat. Pour chacune d'elles, indiquez si vous êtes d'accord ou non.
Base : A tous



© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

Les habitants des QPV expriment des attentes plus fortes envers les pouvoirs publics et les entreprises pour soutenir l'entrepreneuriat.

Q8BIS. Voici certaines affirmations concernant à l'accès à l'entrepreneuriat. Pour chacune d'elles, indiquez si vous êtes d'accord ou non.
Base : A tous

% Tout à fait d'accord	% Ensemble des Français	QPV	Ruraux
Vivre dans un quartier populaire ou dans une zone rurale ne devrait jamais être un frein pour accéder aux investissements et financements bancaires pour créer son entreprise	41	46	43
En ne donnant pas à tous les entrepreneurs les mêmes possibilités de financer et développer leur entreprise, la France se prive d'innovation, d'emplois et de croissance	32	32	31
En France, tout le monde n'a pas les mêmes chances de créer et de développer son entreprise	35	38	37
La France ne tire pas suffisamment parti du potentiel entrepreneurial présent dans les quartiers populaires et les territoires ruraux	25	27	27
Les pouvoirs publics devraient faire davantage pour soutenir l'accès des entrepreneurs issus des quartiers populaires et des zones rurales aux marchés publics	24	30	24
Les entreprises privées devraient travailler davantage avec les entrepreneurs issus des quartiers populaires et des zones rurales	22	28	21

© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

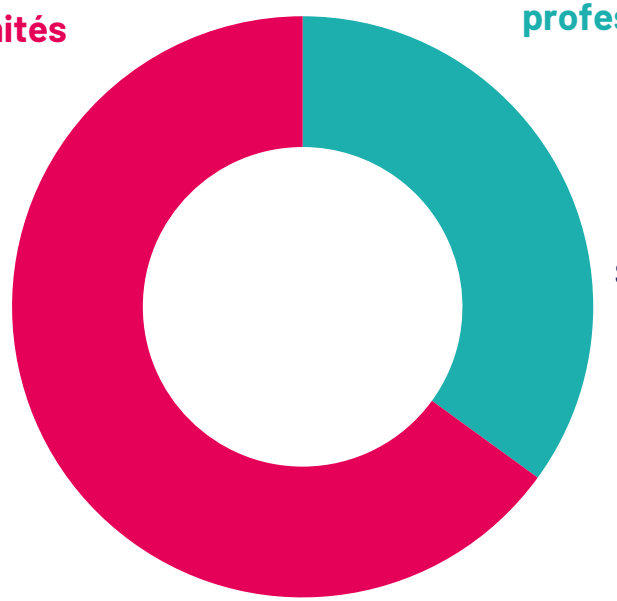
Tout compte fait, 2 Français sur 3 estiment que les efforts individuels ne suffisent pas à garantir les mêmes opportunités professionnelles. Un constat partagé par 3 habitants sur 4, et 9 jeunes sur 10 dans les QPV.

Q5. Laquelle de ces affirmations se rapproche le plus de votre opinion ?
Base : A tous

Même en faisant les mêmes efforts, en France, certaines personnes ont moins de chances que d'autres d'accéder à certaines opportunités professionnelles

65

Moins de 25 ans : **80%**
25-34 ans : **75%**
Sympathisants de gauche : **89%**



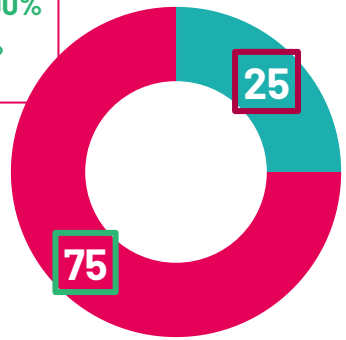
Aujourd'hui en France, chacun peut réussir professionnellement s'il travaille suffisamment

35

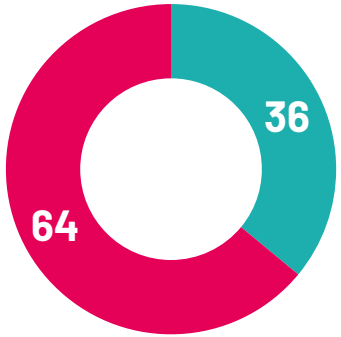
Cadres supérieurs : **46%**
Sympathisants de droite : **53%**

QPV

Moins de 25 ans : **90%**
25-34 ans : **76%**
Femmes : **83%**



Ruraux



© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

Partie 3. Perception des freins de l'accès à l'emploi

Des obstacles d'abord territoriaux, mais plus nombreux et cumulatifs dans les QPV

© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

Partie 3.A

Un accès à l'emploi très contraint par la géographie des opportunités

© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

Les principaux obstacles dans l'accès à l'emploi sont largement partagés : le manque d'offres locales arrive en tête dans toutes les populations ; le fait de résider en milieu rural en 3e position.

Top 3 du ST « Un obstacle important » par population

ENSEMBLE

1. Habiter dans un territoire où les offres d'emploi sont peu nombreuses — **81%** Un obstacle important
   dont 33% très important
2. Maîtriser insuffisamment les outils numériques — **74%** Un obstacle important
   dont 23% très important
3. Résider dans une commune rurale isolée — **66%** Un obstacle important
   dont 19% très important

QPV

1. Habiter dans un territoire où les offres d'emploi sont peu nombreuses — **81%** Un obstacle important
   dont 34% très important
2. Maîtriser insuffisamment les outils numériques — **76%** Un obstacle important
   dont 31% très important
3. Résider dans une commune rurale isolée — **68%** Un obstacle important
   dont 19% très important

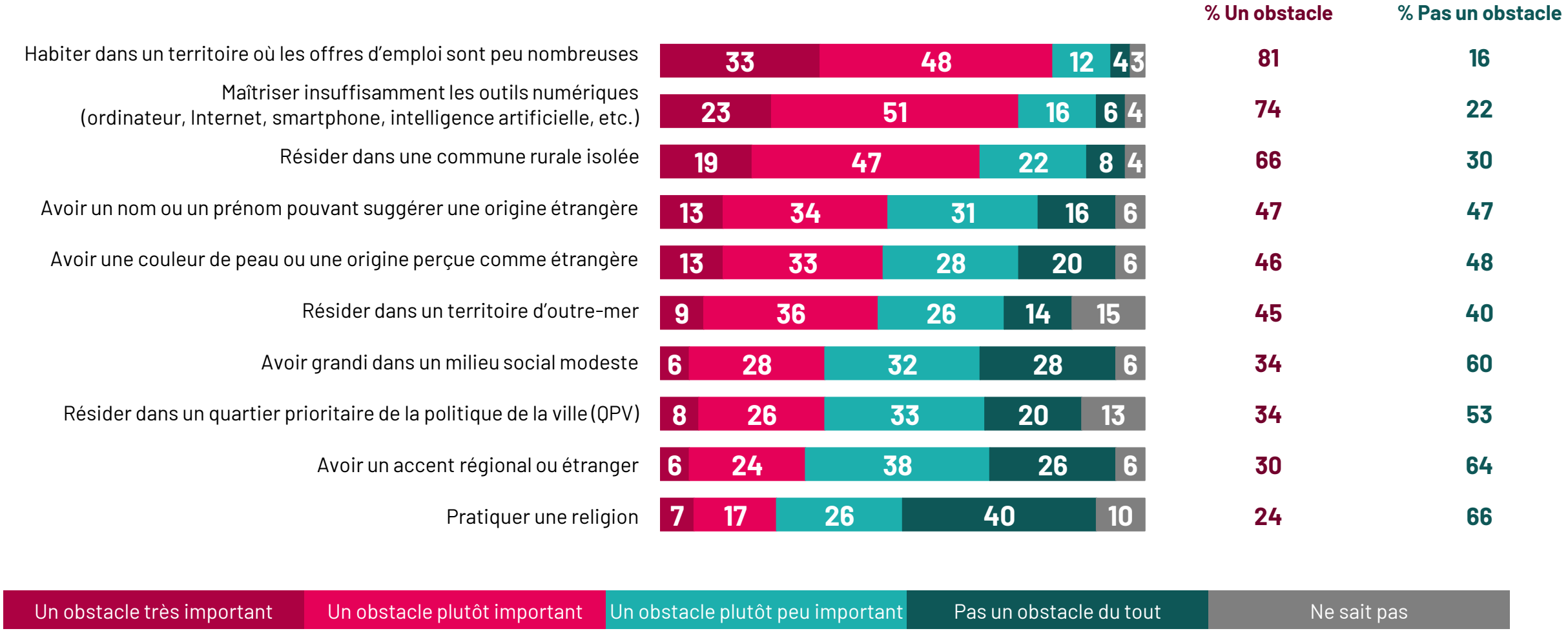
RURAUX

1. Habiter dans un territoire où les offres d'emploi sont peu nombreuses — **81%** Un obstacle important
   dont 33% très important
2. Maîtriser insuffisamment les outils numériques — **72%** Un obstacle important
   dont 25% très important
3. Résider dans une commune rurale isolée — **68%** Un obstacle important
   dont 23% très important

© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

Maitriser insuffisamment les outils numériques et avoir un nom ou une couleur de peau évoquant une origine étrangère sont également des situations perçues comme un obstacle à l'emploi par de nombreux Français.

Q6. Selon vous, dans quelle mesure chacun des éléments suivants constitue-t-il aujourd'hui un obstacle pour trouver un emploi en France ?
Base : A tous



© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

Dans les QPV, aux freins territoriaux communs s'ajoutent des obstacles plus fortement associés à l'origine et au lieu de résidence.

Q6. Selon vous, dans quelle mesure chacun des éléments suivants constitue-t-il aujourd'hui un obstacle pour trouver un emploi en France ?
Base : A tous

% Un obstacle	% Ensemble des Français	QPV	Ruraux
Habiter dans un territoire où les offres d'emploi sont peu nombreuses	81	81	81
Maîtriser insuffisamment les outils numériques (ordinateur, Internet, smartphone, intelligence artificielle, etc.)	74	76	72
Résider dans une commune rurale isolée	66	68	68
Avoir un nom ou un prénom pouvant suggérer une origine étrangère	47	57	41
Avoir une couleur de peau ou une origine perçue comme étrangère	46	55	42
Résider dans un territoire d'outre-mer	45	47	43
Avoir grandi dans un milieu social modeste	34	40	34
Résider dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV)	34	42	33
Avoir un accent régional ou étranger	30	41	28
Pratiquer une religion	24	30	20

© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

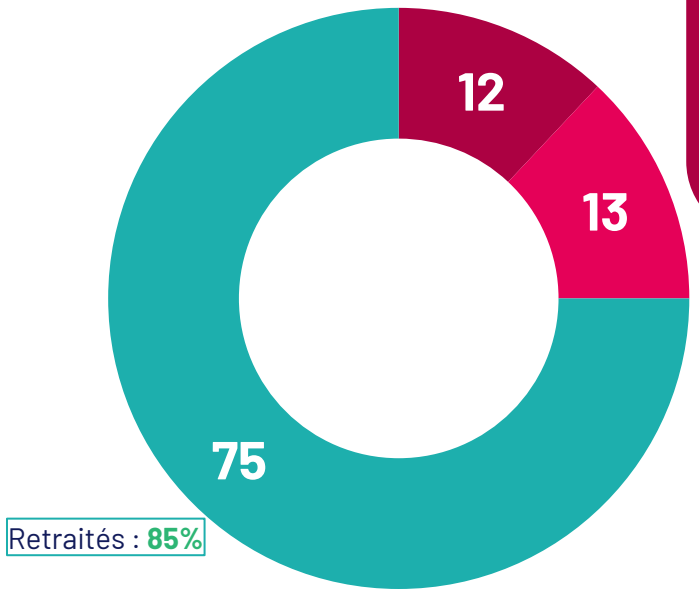
Partie 3.B

En France, mais surtout dans les QPV, des freins sociaux et discriminatoires qui se surajoutent aux difficultés territoriales

© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

Si un Français sur quatre déclare avoir déjà été désavantagé ou discriminé dans l'accès à l'emploi, cette proportion grimpe à quatre sur dix dans les QPV et à près de six sur dix chez les jeunes qui y résident.

Q9. Vous-même, avez-vous déjà été désavantagé ou discriminé dans votre accès à l'emploi en raison de critères ne relevant pas de vos compétences, diplômes ou expériences (origine réelle ou supposée, âge, sexe, lieu de résidence, handicap, etc.) ?
Base : A tous



% des Français déclarant avoir déjà été désavantagées ou discriminées dans l'accès à l'emploi en raison de critères ne relevant pas de leurs compétences, diplômes ou expériences

25%

Se considère comme appartenant à une minorité : **34%**

Un score significativement supérieur chez les habitants des QPV…

40%

dont **22% plusieurs fois**

et **58% chez les 25-34 ans dans les QPV**

Et dans la moyenne chez les habitants en zone rurale…

26%

Dont 15% plusieurs fois

Oui, plusieurs fois | Oui, une fois | Non

© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

Le sentiment d'avoir été discriminé dans l'accès à l'emploi est nettement plus répandu parmi les personnes estimant appartenir à une minorité ou durablement éloignées de l'emploi.

Q9. Vous-même, avez-vous déjà été désavantagé ou discriminé dans votre accès à l'emploi en raison de critères ne relevant pas de vos compétences, diplômes ou expériences (origine réelle ou supposée, âge, sexe, lieu de résidence, handicap, etc.) ?
Base : A tous

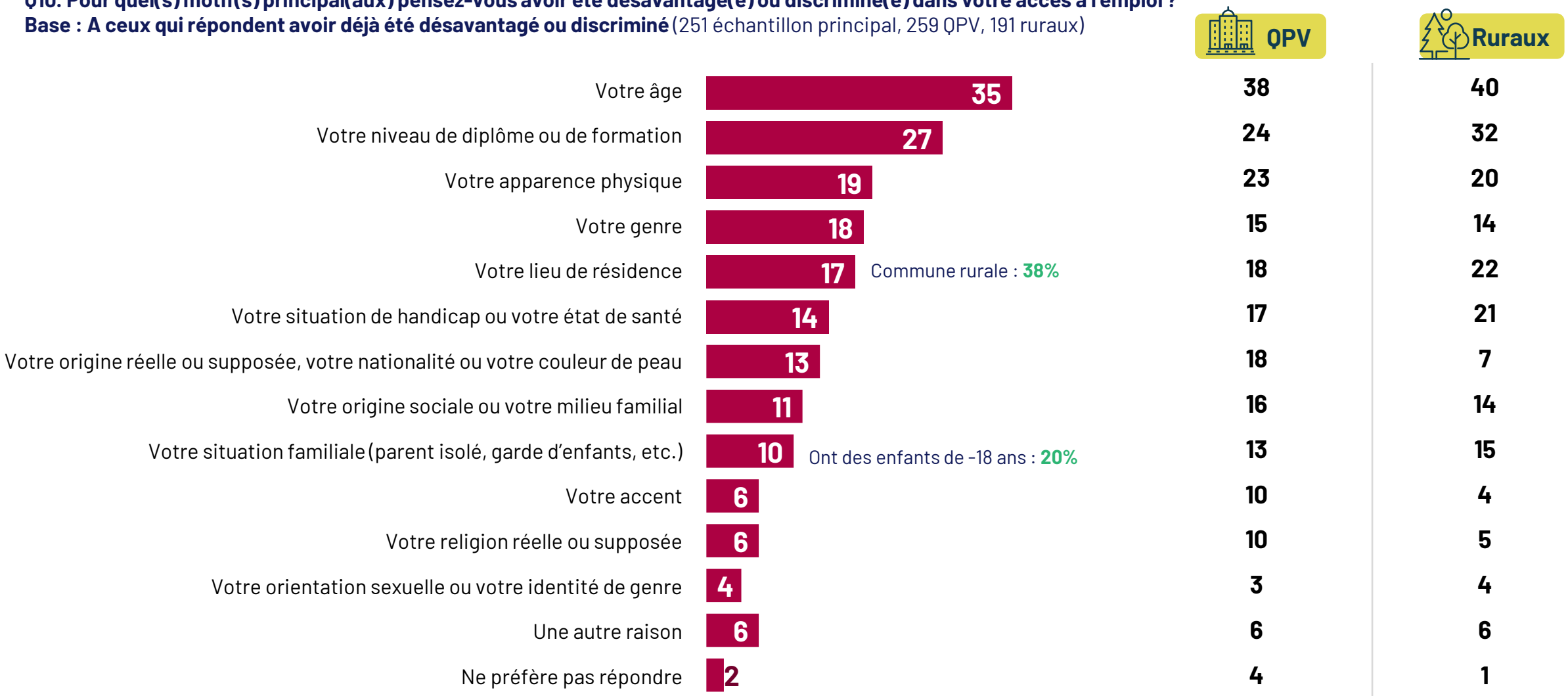
		Se sent appartenir à une minorité		Se sent appartenir à une minorité en raison de...						A connu une période de chômage ou recherche d'emploi de plus de 6 mois	
	% Ensemble	Oui	Non	Ma religion	Mon handicap ou mon état de santé	Mon âge	Mon niveau social	Ma situation familiale	Mes opinions	Oui	Non
Dont 'Oui'	25	34	22	48	53	47	26	35	44	37	17
Dont '*Oui, plusieurs fois*'	12	19	10	33	26	29	8	24	27	20	7
Non	75	66	78	52	47	53	74	65	56	63	83

A noter : aucune différence significative selon la taille d'agglomération.

© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

Les motifs de discrimination perçus concernent principalement l'âge, le niveau de diplôme, l'apparence physique, le genre et le lieu de résidence.

Q10. Pour quel(s) motif(s) principal(aux) pensez-vous avoir été désavantagé(e) ou discriminé(e) dans votre accès à l'emploi ?
Base : A ceux qui répondent avoir déjà été désavantagé ou discriminé (251 échantillon principal, 259 QPV, 191 ruraux)



© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

Les discriminations ressenties sont souvent cumulatives, particulièrement dans les QPV. Près de deux habitants des QPV ayant déjà souffert de discriminations à l'emploi sur trois évoquent plusieurs motifs.

Q10. Pour quel(s) motif(s) principal(aux) pensez-vous avoir été désavantagé(e) ou discriminé(e) dans votre accès à l'emploi ?
Base : A ceux qui répondent avoir déjà été désavantagé ou discriminé (251 échantillon principal, 259 QPV, 191 ruraux)

	Ensemble	QPV	Ruraux
Citent uniquement un motif	47	33	43
% Plus d'un motif	**51**	**63**	56
Dont : Citent deux motifs	*28*	*31*	*25*
Dont : Citent trois motifs ou plus	*23*	**32**	*31*
Préfère ne pas répondre	2	4	1

Plus de la moitié des personnes qui déclarent avoir été désavantagées ou discriminées dans leur accès à l'emploi citent au moins deux motifs.

Cette proportion atteint **63% parmi les habitants des QPV**, contre **51% chez les Français** dans leur ensemble et **56% parmi les ruraux**.

En QPV, près d'un tiers des personnes concernées évoquent même **trois motifs ou plus** (**32%** contre **23% au global**).

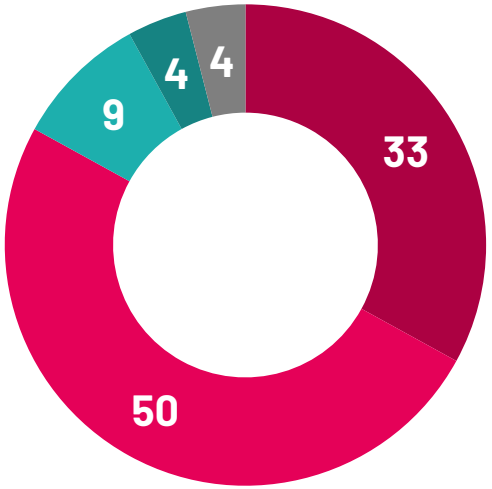
Ces résultats soulignent le caractère souvent cumulatif des discriminations ressenties dans l'accès à l'emploi, particulièrement marqué dans les QPV.

© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

Un cercle vicieux bien identifié par les Français : pour plus de huit sur dix, les difficultés d'accès à l'emploi peuvent nourrir un sentiment de moindre intégration à la société française.

Q7. Selon vous, le fait de rencontrer des difficultés pour accéder à l'emploi peut-il conduire certaines personnes à se sentir moins intégrées à la société française ?
Base : A tous

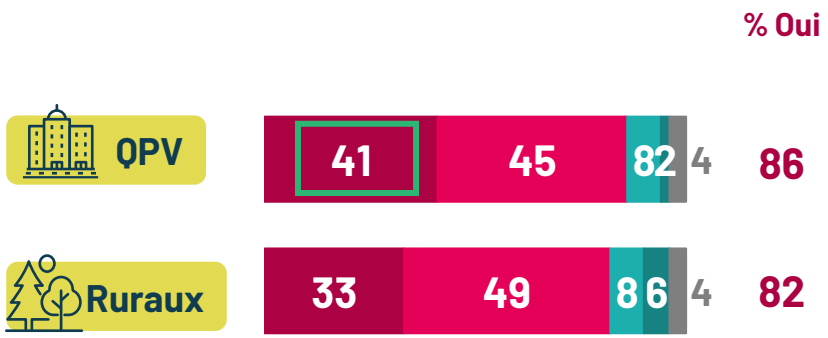
% Non
13%



% Oui
83%

Femmes : **88%** vs Hommes : **77%**
Elèves / étudiants : **96%**
Sympathisants de gauche : **92%**
vs Sympathisants de droite : **77%**

Détail



QPV
Moins de 35 ans : **94%**
Elèves / étudiants : **98%**
Appartient à une minorité en raison de son origine ou de sa couleur de peau : **98%**

Oui, tout à fait | Oui, plutôt | Non, plutôt pas | Non, pas du tout | Ne sait pas

© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

Partie 4.

Face à ces obstacles, des priorités communes mais des attentes différenciées selon les territoires

© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

En matière d'accès à l'emploi, l'insertion des jeunes est l'enjeu le plus prioritaire au sein des trois populations. Les autres priorités varient selon les enjeux et les réalités propres à chaque territoire.

Top 3 du ST « Prioritaire + Important » par population

ENSEMBLE

1. L'insertion professionnelle des jeunes — **95%** Prioritaire + Important — dont 43% prioritaire
2. La valorisation des compétences plutôt que des diplômes dans les recrutements — **89%** Prioritaire + Important — dont 37% prioritaire
3. L'amélioration de l'accès à l'employ dans les territoires ruraux — **89%** Prioritaire + Important — dont 29% prioritaire

QPV

1. L'insertion professionnelle des jeunes — **94%** Prioritaire + Important — dont 46% prioritaire
2. L'égalité des chances dans l'accès à l'emploi — **92%** Prioritaire + Important — dont 39% prioritaire
3. L'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap — **92%** Prioritaire + Important — dont 34% prioritaire

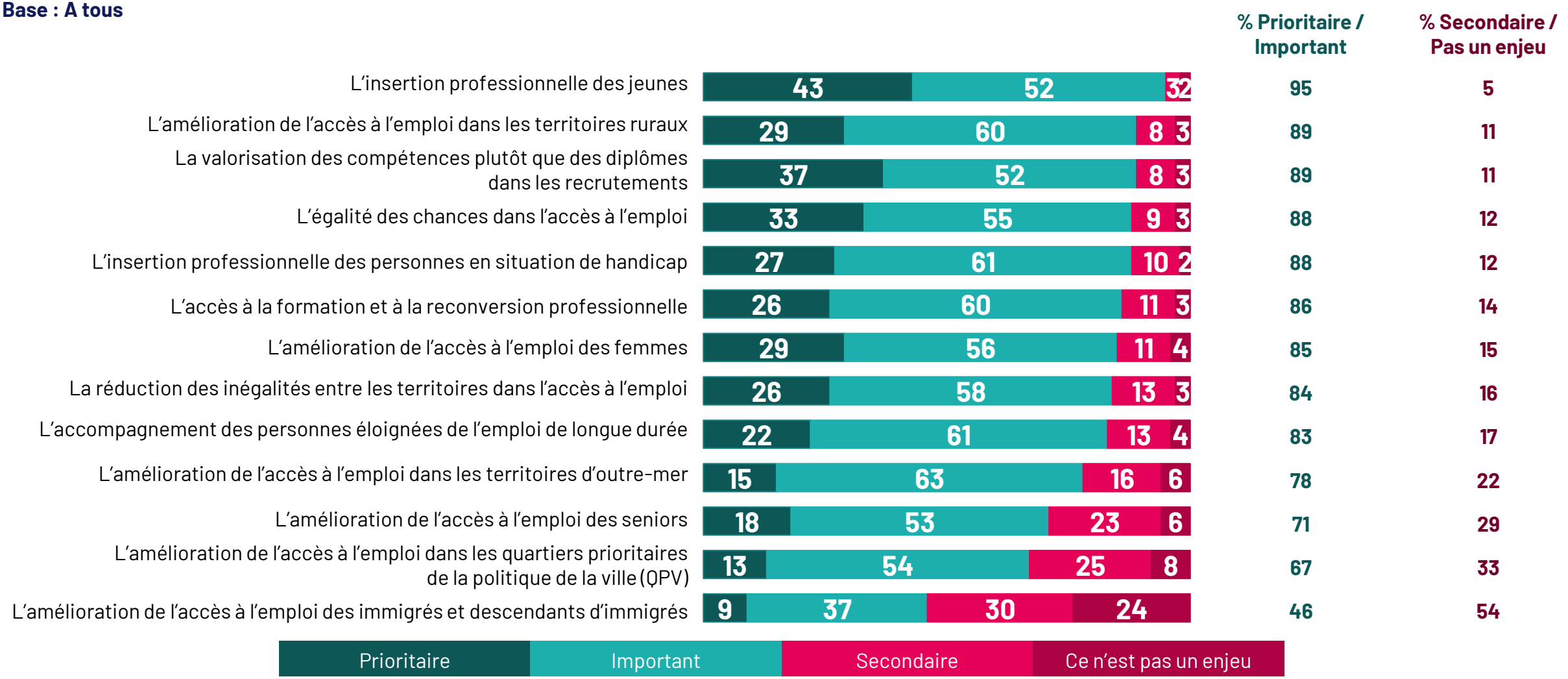
RURAUX

1. L'insertion professionnelle des jeunes — **95%** Prioritaire + Important — dont 43% prioritaire
2. La valorisation des compétences plutôt que des diplômes dans les recrutements — **92%** Prioritaire + Important — dont 40% prioritaire
3. L'amélioration de l'accès à l'emploi dans les territoires ruraux — **90%** Prioritaire + Important — dont 33% prioritaire

© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

Au global, l'égalité des chances dans l'accès à l'emploi est perçue comme un enjeu important par près de neuf Français sur dix ; en détail, l'amélioration de l'accès à l'emploi dans les territoires ruraux est jugée plus souvent prioritaire que dans les QPV (89% vs 67%).

Q4. Et selon vous, les enjeux suivants sont-ils prioritaires, importants, secondaires ou ne sont pas des enjeux ?
Base : A tous



© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

Les priorités divergent selon les territoires. Les habitants des QPV mettent davantage l'accent sur l'égalité des chances et sur les difficultés spécifiques rencontrées dans leur quartier, tandis que les ruraux insistent davantage sur la valorisation des compétences.

Q4. Et selon vous, les enjeux suivants sont-ils prioritaires, importants, secondaires ou ne sont pas des enjeux ?
Base : A tous

% Prioritaire / Important	% Ensemble des Français	QPV	Ruraux
L'insertion professionnelle des jeunes	95	94	95
L'amélioration de l'accès à l'emploi dans les territoires ruraux	89	88	90
La valorisation des compétences plutôt que des diplômes dans les recrutements	89	86	92
L'égalité des chances dans l'accès à l'emploi	88	92	88
L'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap	88	92	88
L'accès à la formation et à la reconversion professionnelle	86	87	86
L'amélioration de l'accès à l'emploi des femmes	85	87	83
La réduction des inégalités entre les territoires dans l'accès à l'emploi	84	85	83
L'accompagnement des personnes éloignées de l'emploi de longue durée	83	86	81
L'amélioration de l'accès à l'emploi dans les territoires d'outre-mer	78	80	73
L'amélioration de l'accès à l'emploi des seniors	71	73	72
L'amélioration de l'accès à l'emploi dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)	67	77	64
L'amélioration de l'accès à l'emploi des immigrés et descendants d'immigrés	46	56	39

© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

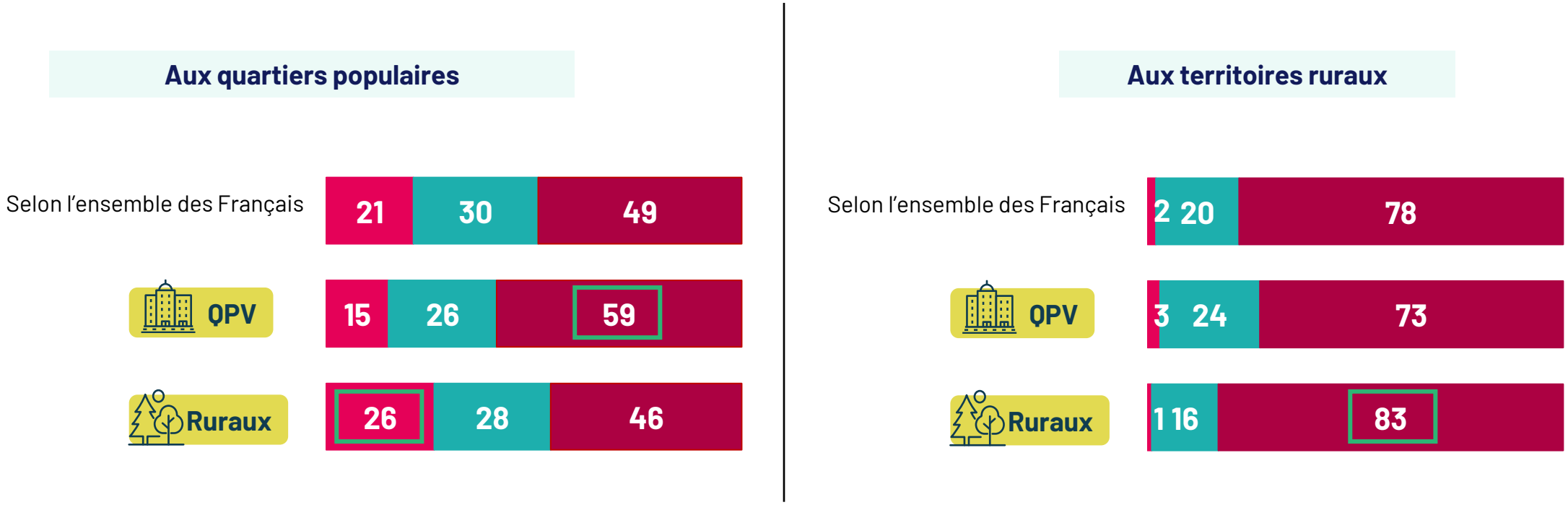
Partie 5.

Qui doit agir ? Une responsabilité partagée, mais l'État placé en première ligne

© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

La moitié des Français estiment que les pouvoirs publics n'accordent pas assez d'attention aux quartiers populaires, et près de huit sur dix aux territoires ruraux.

Q3. Selon vous, les pouvoirs publics accordent-ils aujourd'hui trop, suffisamment ou pas assez d'attention :
Base : A tous



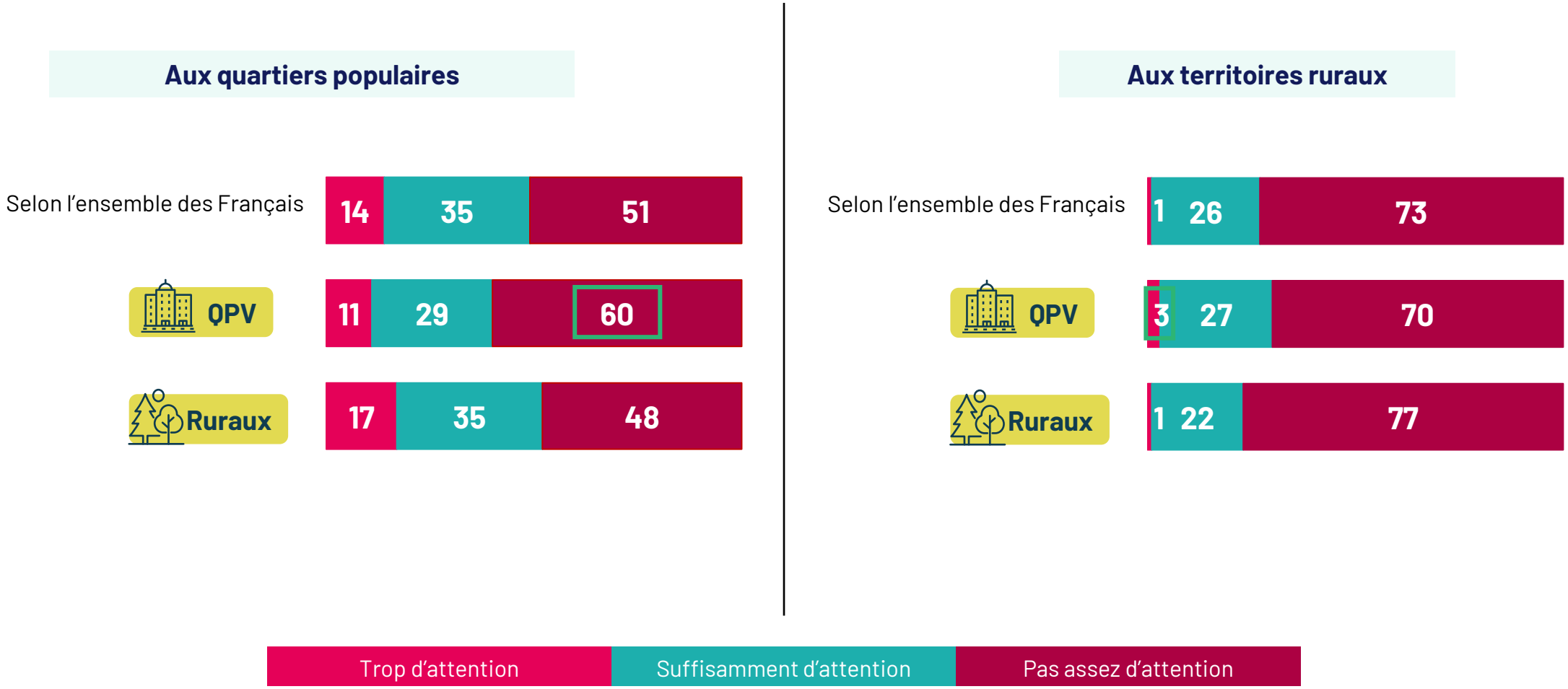
À noter : les résidents des QPV sont significativement plus nombreux à juger que les pouvoirs publics n'en font pas assez pour les quartiers populaires.
Ils sont néanmoins également plus enclins à considérer que les territoires ruraux ne bénéficient pas de l'attention qu'ils méritent de la part des pouvoirs publics.

Trop d'attention	Suffisamment d'attention	Pas assez d'attention

© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

Les entreprises sont elles aussi jugées insuffisamment attentives aux quartiers populaires et de manière encore plus marquée, aux territoires ruraux.

Q3BIS. Et selon vous, les entreprises privées et publiques accordent-elles aujourd'hui trop, suffisamment ou pas assez d'attention :
Base : A tous

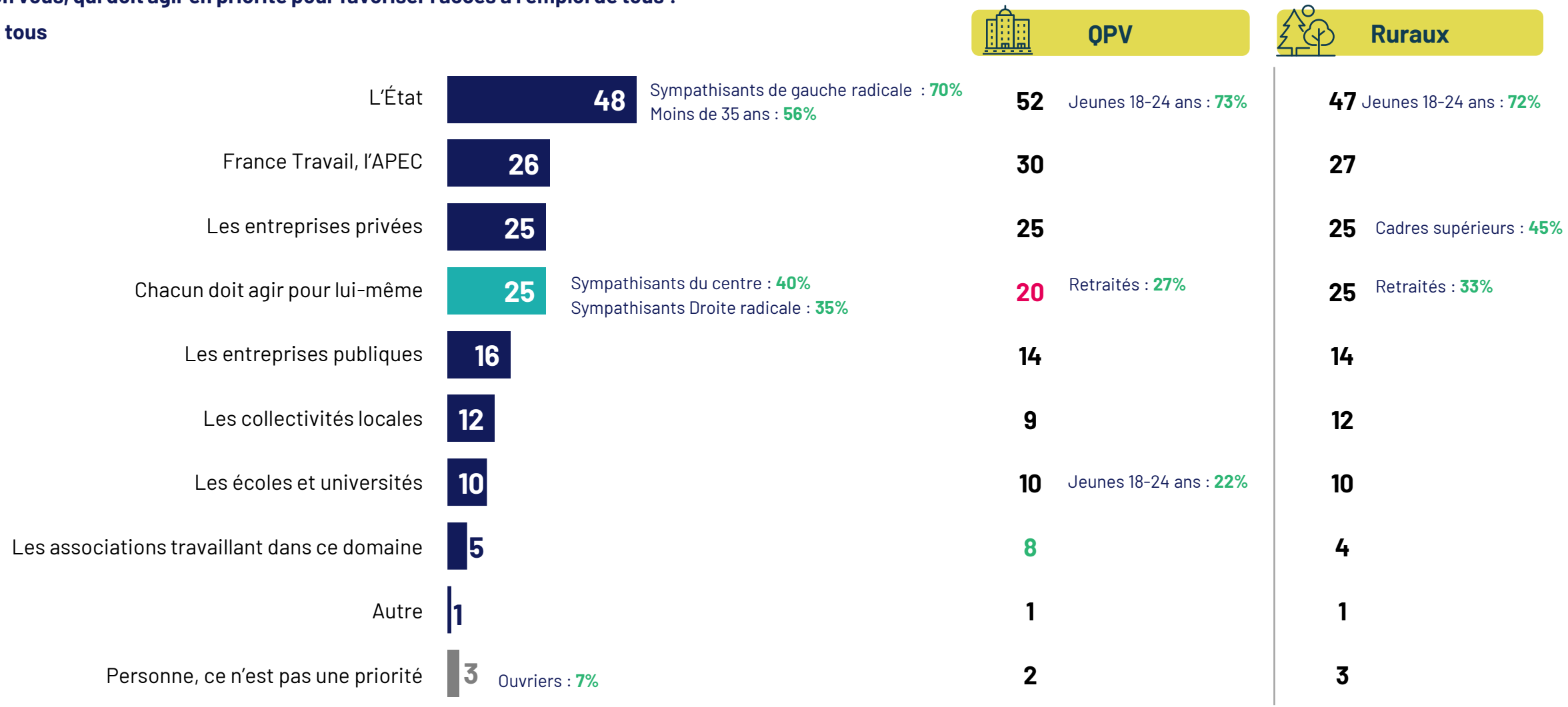


© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

Près d'1 Français sur 2 considère que l'État doit être le principal acteur pour favoriser l'accès de tous à l'emploi. Cette proportion atteint plus de 7 sur 10 chez les jeunes dans les QPV et en milieu rural.

Q11. Selon vous, qui doit agir en priorité pour favoriser l'accès à l'emploi de tous ?

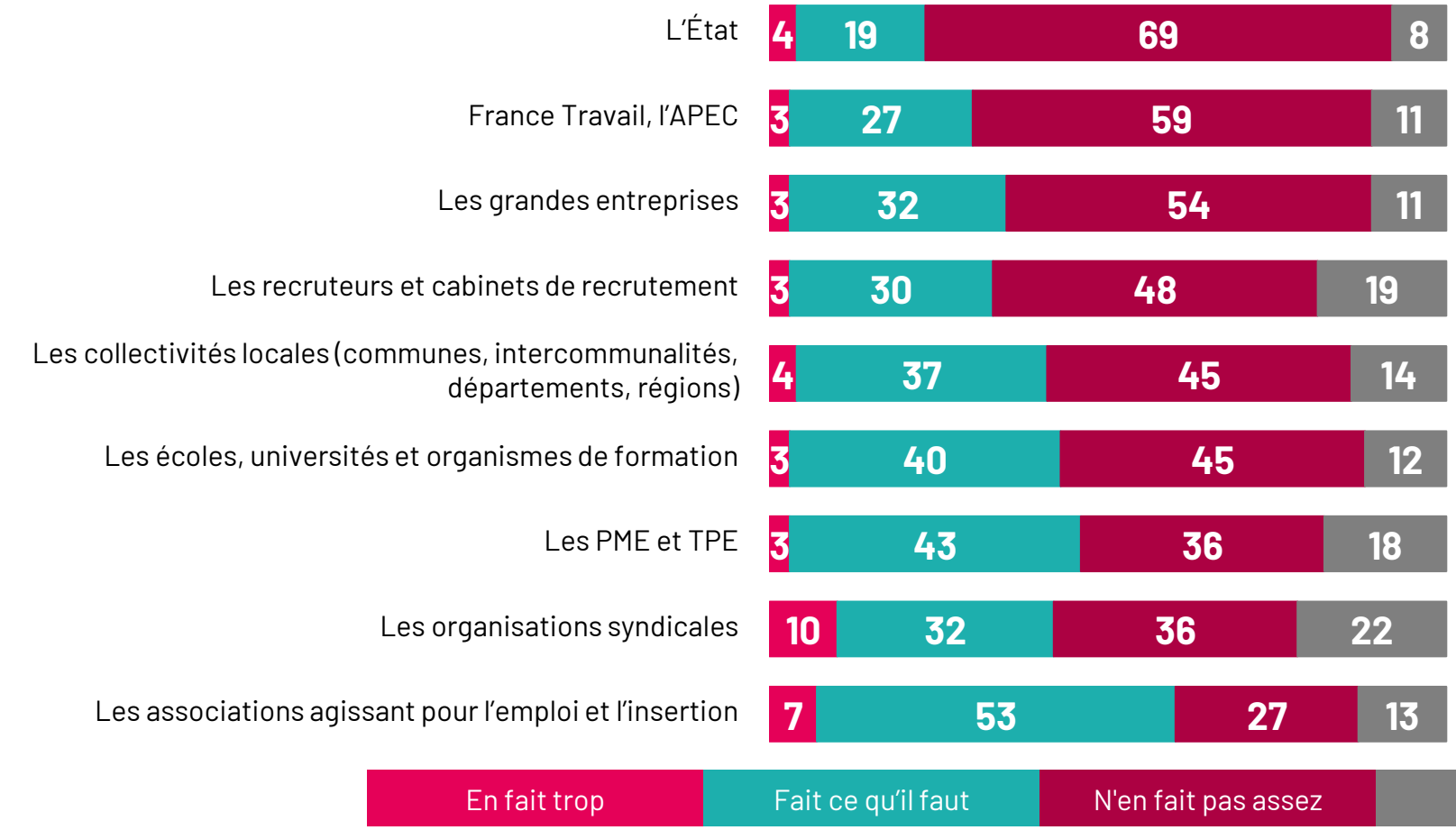
Base : A tous



© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

L'État, France Travail et les grandes entreprises sont à la fois les acteurs les plus attendus et ceux dont l'action est le plus souvent perçue comme insuffisante. Un constat commun aux trois populations.

Q12. Selon vous, chacun des acteurs suivants en fait-il trop, fait-il ce qu'il faut ou n'en fait-il pas assez pour favoriser l'accès à l'emploi de tous ?
Base : A tous

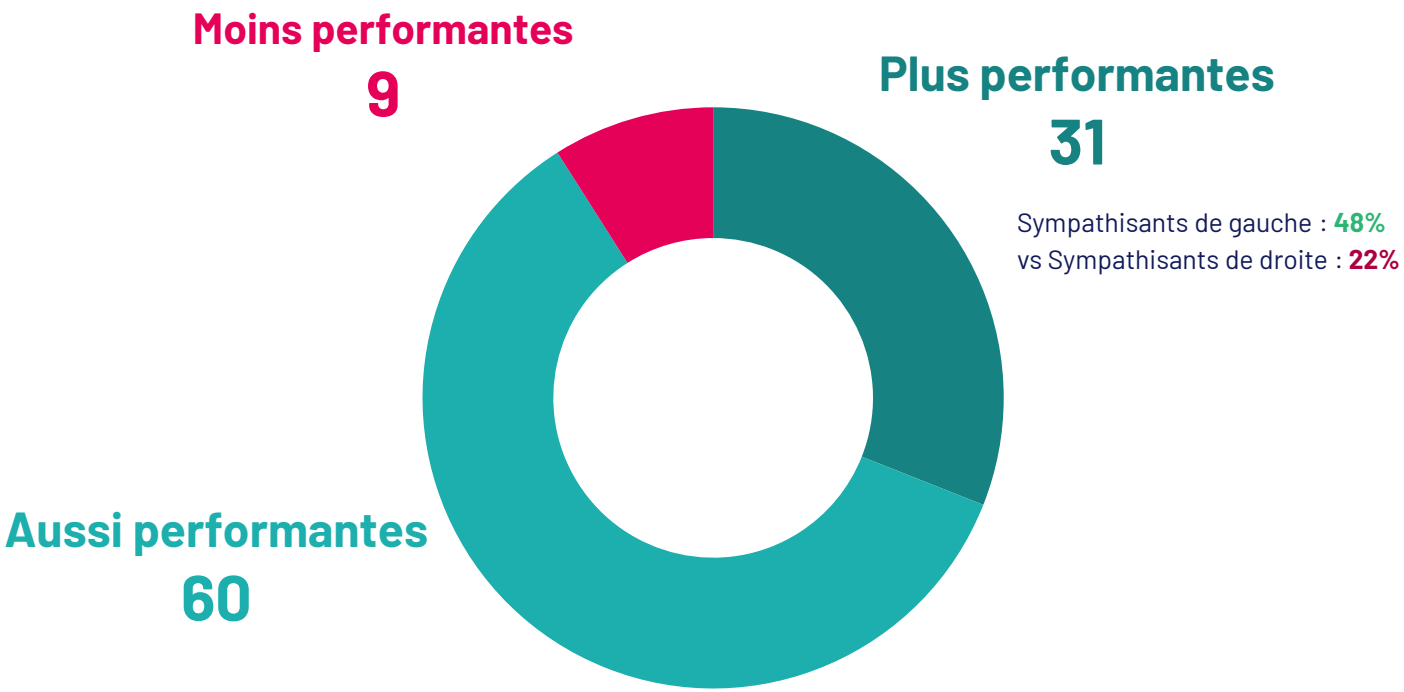


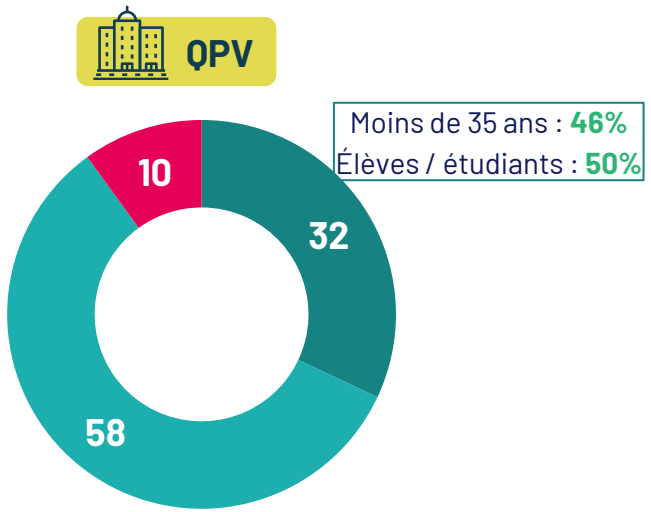
	QPV			Ruraux		
	Trop	Ce qu'il faut	Pas assez	Trop	Ce qu'il faut	Pas assez
L'État	4	18	67	5	17	71
France Travail, l'APEC	3	25	60	4	26	61
Les grandes entreprises	3	27	57	3	31	55
Les recruteurs et cabinets de recrutement	3	27	53	3	33	47
Les collectivités locales (communes, intercommunalités, départements, régions)	3	37	46	4	37	47
Les écoles, universités et organismes de formation	2	37	49	3	41	46
Les PME et TPE	2	39	39	3	48	33
Les organisations syndicales	11	32	39	12	29	38
Les associations agissant pour l'emploi et l'insertion	8	45	34	7	49	31

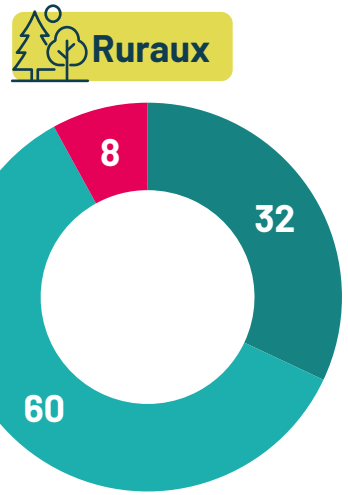
© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

L'inclusion n'est pas perçue comme un frein à la performance des entreprises, près d'un Français sur trois l'associant même à de meilleurs résultats.

Q13. Pensez-vous que les entreprises qui favorisent l'accès à l'emploi de tous sont généralement...
Base : A tous







© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

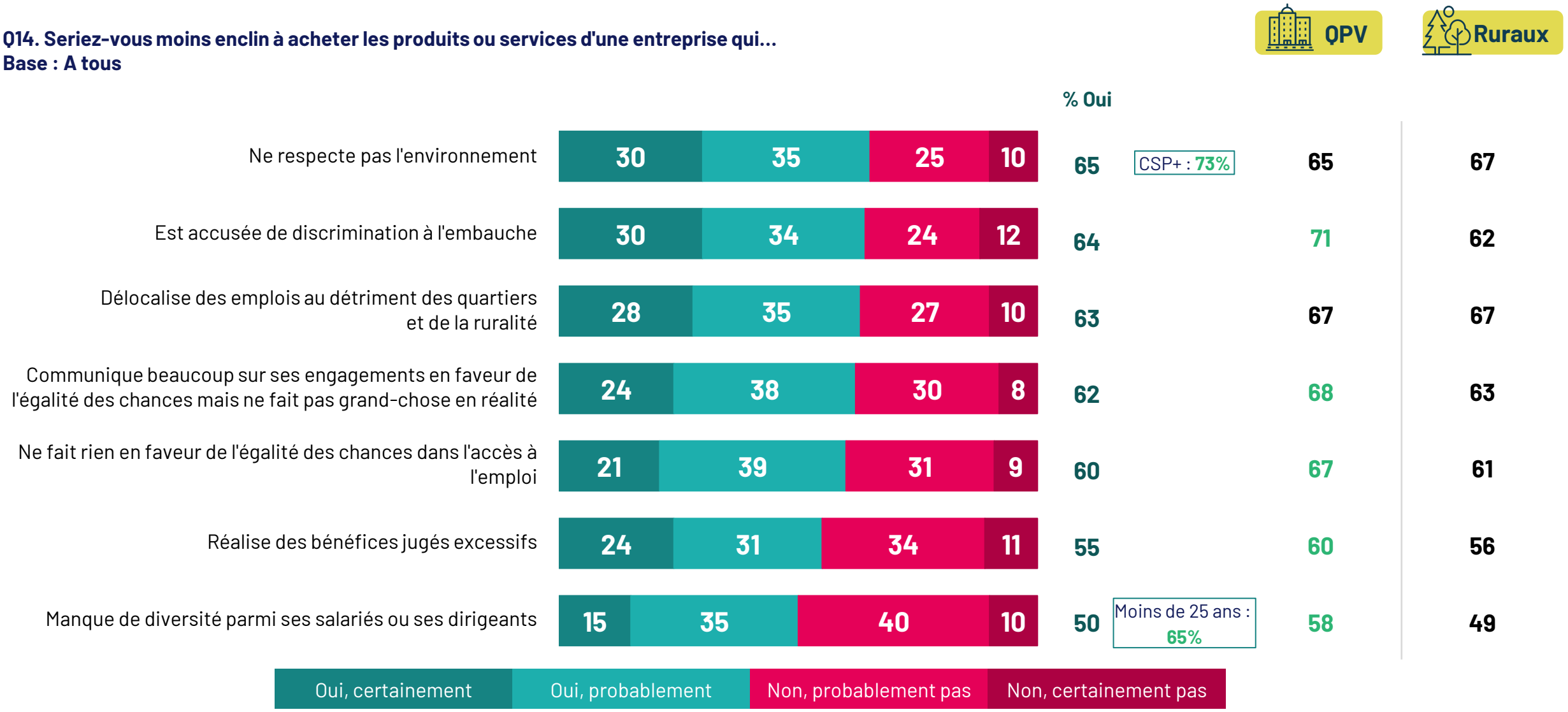
Partie 6.

Passer des engagements aux preuves pour favoriser l'accès à l'emploi et l'égalité des chances

© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

La discrimination à l'embauche a un coût réputationnel : près des deux tiers des Français seraient moins enclins à acheter les produits ou services d'une entreprise pointée du doigt pour cela, six sur dix en cas de discours de façade sur l'égalité des chances.

Q14. Seriez-vous moins enclin à acheter les produits ou services d'une entreprise qui...
Base : A tous



© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

La volonté de boycotter une entreprise jugée discriminante varie fortement selon l'autopositionnement politique : à gauche, huit sur dix se disent prêts à renoncer à un achat, contre deux tiers au centre et une courte majorité à droite.

Q14. Seriez-vous moins enclin à acheter les produits ou services d'une entreprise qui...

Q18. Il est courant de classer les opinions politiques entre la gauche et la droite. Sur une échelle allant de 0 (le plus à gauche) à 10 (le plus à droite), où vous situez-vous ?

% Oui	% Ensemble	ST Gauche	Dont Extrême gauche	Dont Gauche modérée	ST Centre	ST Droite	Dont droite modérée	Dont Extrême droite	Ne préfère pas répondre
Ne respecte pas l'environnement	65	80	79	80	68	57	59	54	58
Est accusée de discrimination à l'embauche	64	81	80	81	67	54	58	47	61
Délocalise des emplois au détriment des quartiers et de la ruralité	63	76	82	73	65	58	60	55	56
Communique beaucoup sur ses engagements en faveur de l'égalité des chances mais ne fait pas grand-chose en réalité	62	78	78	78	65	52	53	52	58
Ne fait rien en faveur de l'égalité des chances dans l'accès à l'emploi	60	80	81	80	64	48	52	41	55
Réalise des bénéfices jugés excessifs	55	67	71	66	64	46	48	43	45
Manque de diversité parmi ses salariés ou ses dirigeants	50	69	73	67	51	40	42	37	46

© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

Les habitants des QPV se montrent particulièrement sensibles aux discriminations et aux engagements qui ne se traduisent pas dans les faits.

Top 3 des situations qui rendraient moins enclin à acheter, selon le ST « Oui »

ENSEMBLE

1. Ne respecte pas l'environnement — **65%** (Oui, certainement ou probablement) — dont 30% certainement
2. Est accusée de discrimination à l'embauche — **64%** (Oui, certainement ou probablement) — dont 30% certainement
3. Délocalise des emplois au détriment des quartiers et de la ruralité — **63%** (Oui, certainement ou probablement) — dont 28% certainement

QPV

1. Est accusée de discrimination à l'embauche — **71%** (Oui, certainement ou probablement) — dont 38% certainement
2. Communique sur l'égalité des chances mais agit peu en réalité — **68%** (Oui, certainement ou probablement) — dont 24% certainement
3. Délocalise des emplois au détriment des quartiers et de la ruralité — **67%** (Oui, certainement ou probablement) — dont 26% certainement

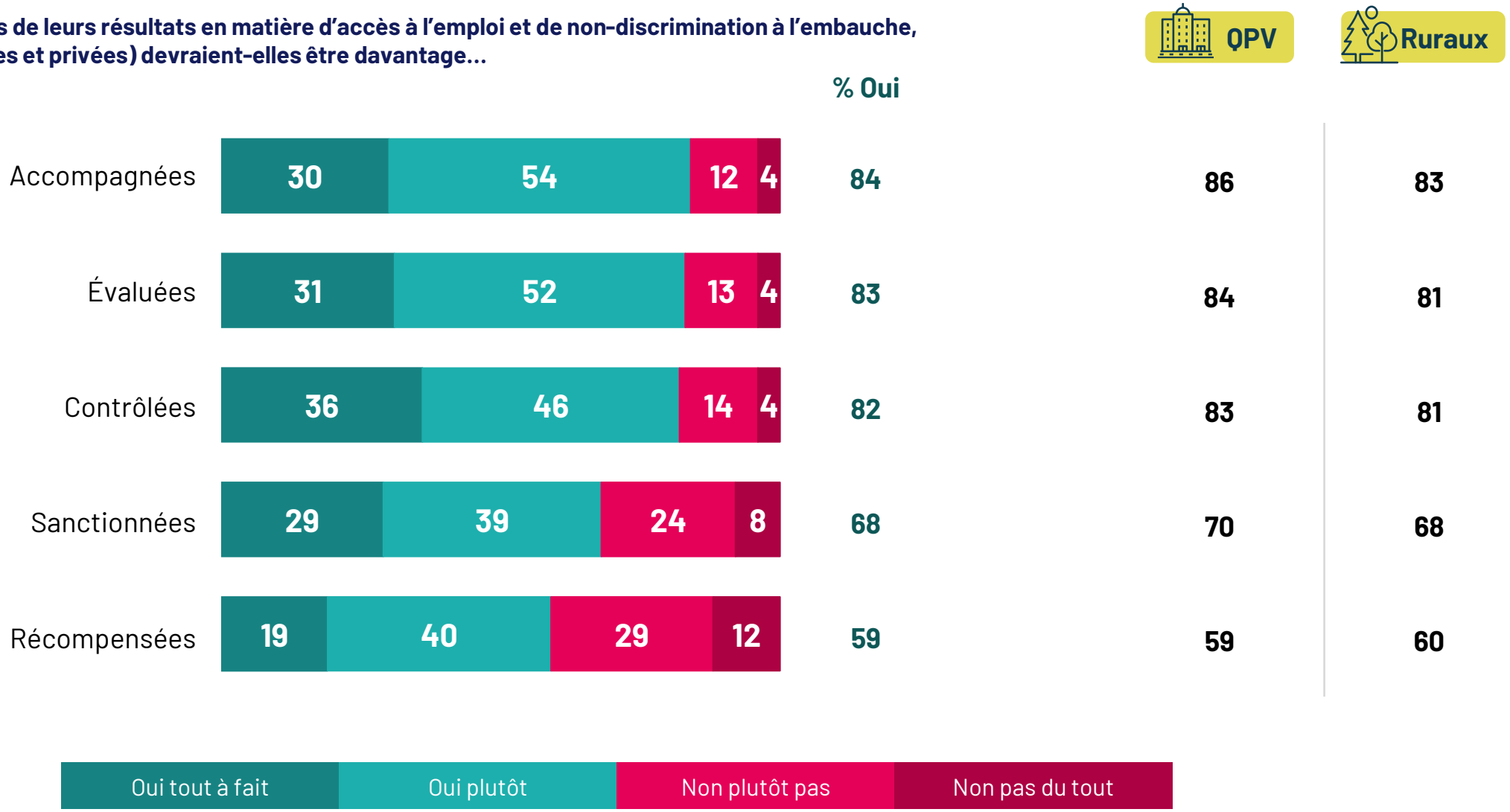
RURAUX

1. Délocalise des emplois au détriment des quartiers et de la ruralité — **67%** (Oui, certainement ou probablement) — dont 31% certainement
2. Ne respecte pas l'environnement — **67%** (Oui, certainement ou probablement) — dont 26% certainement
3. Communique sur l'égalité des chances mais agit peu en réalité — **63%** (Oui, certainement ou probablement) — dont 22% certainement

© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

Une large majorité des Français souhaite que les résultats des entreprises en matière d'inclusion soient évalués, contrôlés, voire sanctionnés.

Q15. Selon vous, à propos de leurs résultats en matière d'accès à l'emploi et de non-discrimination à l'embauche, les entreprises (publiques et privées) devraient-elles être davantage...
Base : A tous



© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

Les Français en général et les ruraux privilégient la formation à la prévention des discriminations, tandis que les habitants des QPV mettent davantage l'accent sur la mesure des inégalités d'accès à l'emploi.

Top 3 des mesures recueillant le plus d'adhésion, selon le ST « Favorable »

ENSEMBLE

1. **Renforcer les obligations de formation sur la prévention des discriminations** — 81% Favorable — dont 20% très favorable
2. **Développer des outils de mesure des inégalités d'accès à l'emploi** — 78% Favorable — dont 20% très favorable
3. **Publier davantage d'indicateurs sur la diversité sociale des recrutements** — 77% Favorable — dont 20% très favorable

QPV

1. **Développer des outils de mesure des inégalités d'accès à l'emploi** — 86% Favorable — dont 28% très favorable
2. **Renforcer les obligations de formation sur la prévention des discriminations** — 84% Favorable — dont 31% très favorable
3. **Conditionner certaines aides publiques à des objectifs d'inclusion** — 82% Favorable — dont 29% très favorable

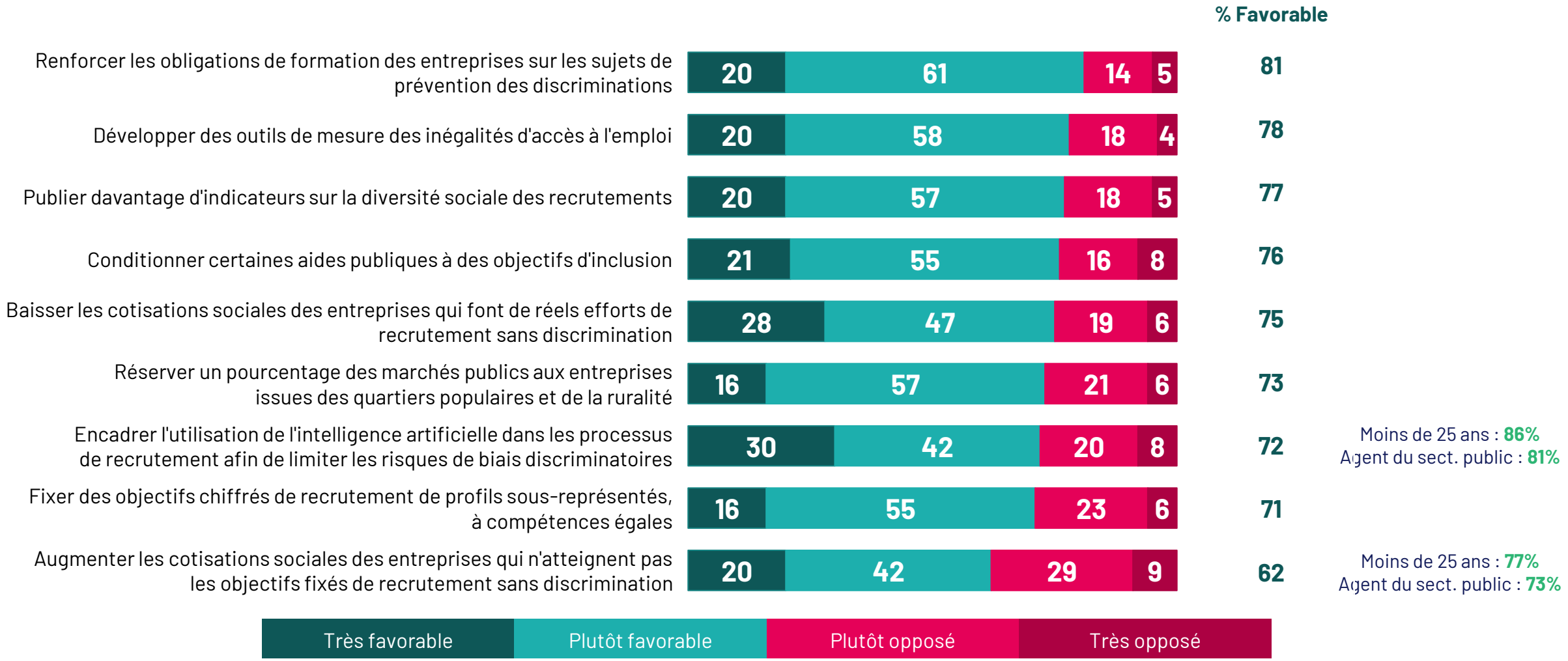
RURAUX

1. **Renforcer les obligations de formation sur la prévention des discriminations** — 82% Favorable — dont 23% très favorable
2. **Baisser les cotisations sociales des entreprises qui font de réels efforts de recrutement sans discrimination** — 78% Favorable — dont 28% très favorable
3. **Développer des outils de mesure des inégalités d'accès à l'emploi** — 78% Favorable — dont 20% très favorable

© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

Toutes les mesures proposées recueillent une majorité d'adhésion. Même l'idée de sanctionner les entreprises qui ne respectent pas leurs objectifs de recrutement sans discrimination en augmentant leurs cotisations sociales convainc plus de la moitié des Français.

Q16. Seriez-vous plutôt favorable ou opposé aux mesures suivantes...
Base : A tous



© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

Si l'adhésion aux mesures testées est systématiquement plus forte à gauche, la plupart d'entre elles sont soutenues par une majorité à droite et à l'extrême droite. Seule la hausse des cotisations sociales des entreprises n'atteignant pas leurs objectifs de recrutement sans discrimination ne recueille pas l'adhésion d'une majorité.

Q16. Seriez-vous plutôt favorable ou opposé aux mesures suivantes...

Q18. Il est courant de classer les opinions politiques entre la gauche et la droite. Sur une échelle allant de 0 (le plus à gauche) à 10 (le plus à droite), où vous situez-vous ?

% Oui	% Favorable	ST Gauche	Dont Extrême gauche	Dont Gauche modérée	ST Centre	ST Droite	Dont droite modérée	Dont Extrême droite	Ne préfère pas répondre
Renforcer les obligations de formation des entreprises sur les sujets de prévention des discriminations	**81**	95	94	95	84	69	77	55	89
Développer des outils de mesure des inégalités d'accès à l'emploi	**78**	92	95	91	82	62	64	60	88
Publier davantage d'indicateurs sur la diversité sociale des recrutements	**77**	95	98	94	80	62	67	56	86
Conditionner certaines aides publiques à des objectifs d'inclusion	**76**	91	85	94	80	62	62	62	81
Baisser les cotisations sociales des entreprises qui font de réels efforts de recrutement sans discrimination	**75**	76	68	79	78	68	71	63	86
Réserver un pourcentage des marchés publics aux entreprises issues des quartiers populaires et de la ruralité	**73**	89	94	87	75	61	64	55	75
Encadrer l'utilisation de l'intelligence artificielle dans les processus de recrutement afin de limiter les risques de biais discriminatoires	**72**	84	81	85	73	64	68	59	69
Fixer des objectifs chiffrés de recrutement de profils sous-représentés, à compétences égales	**71**	89	94	87	70	61	64	55	81
Augmenter les cotisations sociales des entreprises qui n'atteignent pas les objectifs fixés de recrutement sans discrimination	**62**	83	85	82	66	45	46	44	67

© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

En QPV, la demande de transparence, d'objectifs ambitieux en matière d'inclusion et de dispositifs contraignants est particulièrement forte.

Q16. Seriez-vous plutôt favorable ou opposé aux mesures suivantes...
Base : A tous

% Favorable	% Ensemble des Français	QPV	Ruraux
Renforcer les obligations de formation des entreprises sur les sujets de prévention des discriminations	81	84	82
Développer des outils de mesure des inégalités d'accès à l'emploi	78	86	78
Publier davantage d'indicateurs sur la diversité sociale des recrutements	77	81	77
Conditionner certaines aides publiques à des objectifs d'inclusion	76	82	77
Baisser les cotisations sociales des entreprises qui font de réels efforts de recrutement sans discrimination	75	78	78
Réserver un pourcentage des marchés publics aux entreprises issues des quartiers populaires et de la ruralité	73	78	76
Encadrer l'utilisation de l'intelligence artificielle dans les processus de recrutement afin de limiter les risques de biais discriminatoires	72	75	70
Fixer des objectifs chiffrés de recrutement de profils sous-représentés, à compétences égales	71	76	70
Augmenter les cotisations sociales des entreprises qui n'atteignent pas les objectifs fixés de recrutement sans discrimination	62	70	60

© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

Principaux enseignements 1/5

L'égalité des chances fait consensus… mais peu de Français croient qu'elle fonctionne réellement

L'égalité des chances constitue un principe quasi unanimement partagé. **96% des Français estiment que vivre dans un quartier populaire ou dans une zone rurale ne devrait jamais constituer un frein à l'emploi, tandis que 95% considèrent que favoriser l'accès à l'emploi de tous bénéficie à l'ensemble de la société.**

Pourtant, derrière cet attachement de principe, les Français doutent largement de sa réalité. **65% estiment qu'à efforts égaux, certaines personnes ont moins de chances que d'autres d'accéder aux opportunités professionnelles (75% en QPV).** À l'inverse, seuls 35% considèrent que chacun peut réussir professionnellement à condition de travailler suffisamment. **L'étude met ainsi en évidence un fossé entre un idéal d'égalité des chances très largement partagé et la perception de son application concrète.**

Une jeunesse qui doute encore plus que les autres de l'égalité des chances

Cette défiance à l'égard de l'égalité des chances trouve un écho particulièrement fort chez les jeunes : **80% des jeunes de moins de 25 ans considèrent qu'à efforts égaux, certaines personnes disposent de moins d'opportunités professionnelles que d'autres** (+15 pts par rapport à la moyenne). **Une proportion qui atteint même 90% chez les jeunes vivant dans les quartiers prioritaires** (+25 pts par rapport à la moyenne !).

Dans un contexte de mobilisations étudiantes autour de l'éducation, de la précarité, de l'avenir professionnel et de la justice sociale, ces résultats témoignent de la sensibilité particulière de la jeunesse aux mécanismes qui conditionnent l'accès aux opportunités.

L'insertion professionnelle des jeunes s'impose d'ailleurs comme une priorité commune à tous les territoires

Les Français se rejoignent largement sur les priorités à traiter. **L'insertion professionnelle des jeunes arrive en tête des trois populations étudiées : 95% des Français, 94% des habitants des QPV et 95% des habitants des territoires ruraux la considèrent comme un enjeu prioritaire ou important.**

Les attentes se différencient ensuite selon les réalités territoriales. Dans les QPV, l'égalité des chances dans l'accès à l'emploi et l'insertion des personnes en situation de handicap figurent parmi les enjeux les plus fortement mis en avant, tous deux cités par 92% des habitants. Dans les territoires ruraux, la valorisation des compétences plutôt que des diplômes occupe une place particulièrement importante (92%), devant l'amélioration de l'accès à l'emploi en milieu rural (90%).

© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

Principaux enseignements 2/5

Une géographie inégale des opportunités reconnue par les trois populations…

Le premier frein à l'emploi identifié dans les trois populations est le fait de vivre dans un territoire où les offres sont peu nombreuses : 81% des Français le considèrent comme un obstacle important (idem pour les QPV et les ruraux). La **maîtrise insuffisante des outils numériques** et le fait de **résider dans une commune rurale isolée** figurent également parmi les principaux freins cités, respectivement par 74% et 66% des Français. Ces trois difficultés arrivent en tête dans l'ensemble de la population, comme parmi les habitants des QPV et des territoires ruraux.

Mais des obstacles propres aux QPV moins largement perçus par ceux qui ne sont pas directement concernés

Dans les QPV, certains obstacles sont perçus beaucoup plus nettement que dans le reste de la population : **57% d'entre eux considèrent qu'avoir un nom ou un prénom suggérant une origine étrangère peut freiner l'accès à l'emploi,** contre 47% des Français. **Ils sont également 55% à identifier comme un obstacle une couleur de peau ou une origine perçue comme étrangère,** contre 46% dans l'ensemble de la population. Enfin, 42% estiment que résider dans un quartier prioritaire peut être pénalisant, contre 34% au niveau national.

Ces résultats dessinent une asymétrie dans la reconnaissance des difficultés territoriales. Les obstacles associés à la ruralité, tels que la rareté des offres, l'éloignement des services ou les difficultés de mobilité, sont largement reconnus au-delà des seuls habitants concernés. À **l'inverse, les freins plus spécifiques aux QPV, liés à l'adresse ou à l'origine réelle ou supposée, sont davantage identifiés par ceux qui les vivent directement.**

Par ailleurs, **ce décalage se retrouve dans l'opinion sur l'attention portée par les pouvoirs publics aux différents territoires. Seulement 49% des Français estiment que les pouvoirs publics n'accordent <u>pas</u> suffisamment d'attention aux quartiers populaires, contre 78% pour les territoires ruraux**. Les entreprises sont elles aussi jugées insuffisamment présentes, en particulier dans la ruralité, à 73% contre seulement 51% pour les quartiers populaires.

L'étude montre ainsi que les habitants des QPV sont confrontés à une double difficulté : **subir davantage certains obstacles à l'emploi et peiner davantage à en faire reconnaître collectivement la réalité.**

© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

Principaux enseignements 3/5

D'ailleurs, une expérience déclarée de la discrimination à l'emploi particulièrement élevée dans les QPV

Un quart des Français (25%) **déclarent avoir déjà été désavantagés ou discriminés dans l'accès à l'emploi** en raison de critères sans rapport avec leurs compétences, leurs diplômes ou leur expérience. Cette proportion est relativement proche parmi les habitants des territoires ruraux (26%), **mais elle atteint 40% dans les QPV. Elle s'élève même à 58% parmi les habitants des QPV âgés de 25 à 34 ans.**

Au-delà de la fréquence de ces expériences, **leur caractère cumulatif est particulièrement marqué** : 63% des habitants des QPV ayant déclaré avoir vécu une situation discriminatoire lui associent plusieurs motifs, contre 51% dans l'ensemble de la population et 56% parmi les ruraux. Près d'un tiers des habitants des QPV concernés en mentionnent au moins trois (32%), contre 23% au global.

Les habitants des QPV ne sont donc pas seulement plus nombreux à déclarer avoir été discriminés dans l'accès à l'emploi. Lorsqu'ils le sont, ils rapportent également plus souvent une accumulation de motifs de discrimination.

L'accès à l'emploi est aussi un enjeu de reconnaissance et d'intégration selon une majorité des Français

L'accès à l'emploi est largement perçu comme une condition d'intégration à la société. **Plus de huit Français sur dix (83%) considèrent que les difficultés d'accès à l'emploi peuvent conduire certaines personnes à se sentir moins intégrées à la société française**. Cette conviction est encore plus forte chez les habitants des QPV (86%), et fait l'unanimité chez les élèves et étudiants vivant en QPV (98% sont d'accord avec cette affirmation).

L'entrepreneuriat n'échappe pas à la géographie de l'égalité des chances

Le sentiment d'une inégale répartition des opportunités ne concerne pas seulement l'accès à l'emploi salarié, il s'étend également à la création et au développement d'entreprises. **82% des Français estiment que tout le monde ne dispose pas des mêmes chances pour entreprendre, tandis que 93% considèrent que vivre dans un quartier populaire ou dans une zone rurale ne devrait jamais constituer un frein à l'accès aux investissements et aux financements bancaires.**

Cette inégalité est aussi perçue comme **une perte collective** : 88% des Français estiment qu'en ne donnant pas à tous les entrepreneurs les mêmes possibilités de financer et de développer leur activité, **la France se prive d'innovation, d'emplois et de croissance**.

© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

Principaux enseignements 4/5

Qui doit faire quoi ? L'État est placé en première ligne, mais les entreprises sont également attendues au tournant

Face à ces inégalités dans l'accès à l'emploi, les Français attribuent une responsabilité particulière à l'État. Près d'un sur deux le désigne comme l'acteur devant agir en priorité pour favoriser l'accès de tous à l'emploi, devant les entreprises privées et publiques, les collectivités locales ou encore les acteurs de l'accompagnement professionnel.

Cette attente est particulièrement forte chez les jeunes. Dans les QPV comme dans les territoires ruraux, plus de sept jeunes sur dix placent prioritairement leurs attentes dans l'État. Une position cohérente avec leur conviction que les efforts individuels ne suffisent pas à garantir les mêmes opportunités à chacun.

Or, l'action des principaux acteurs est jugée insuffisante : 69% des Français considèrent que l'État n'en fait pas assez pour favoriser l'accès de tous à l'emploi. Le même constat concerne France Travail et l'APEC (59%), ainsi que les grandes entreprises (54%). Les acteurs les plus attendus dans la gestion de ces problématiques figurent ainsi parmi ceux dont l'action est le plus souvent jugée insuffisante.

Les Français demandent moins de discours et davantage de preuves

Les résultats traduisent une forte attente de mesures concrètes et évaluables. **84% des Français souhaitent que les entreprises soient davantage accompagnées sur leurs résultats en matière d'accès à l'emploi et de non-discrimination, 83% qu'elles soient davantage évaluées et 82% davantage contrôlées. Plus des deux tiers, 68%, se déclarent même favorables à ce qu'elles soient davantage sanctionnées.**

Toutes les mesures testées recueillent une adhésion majoritaire. 81% des Français sont favorables au renforcement des obligations de formation des entreprises sur la prévention des discriminations, 78% au développement d'outils de mesure des inégalités d'accès à l'emploi et 77% à la publication d'indicateurs sur la diversité sociale des recrutements. Les trois quarts soutiennent également le conditionnement de certaines aides publiques à des objectifs d'inclusion ou la baisse des cotisations des entreprises réalisant des efforts démontrables en matière de recrutement sans discrimination.

© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

Principaux enseignements 5/5

Même les dispositifs les plus contraignants trouvent un écho majoritaire : 71% soutiennent **la fixation d'objectifs chiffrés pour le recrutement de profils sous-représentés** et 62% l'augmentation des cotisations sociales des entreprises n'atteignant pas leurs objectifs de recrutement sans discrimination.

Dans les QPV, cette demande de transparence et de contrainte est encore plus forte : 86% des habitants souhaitent le développement d'outils de mesure, 82% le conditionnement de certaines aides publiques à des objectifs d'inclusion et 70% une hausse des cotisations pour les entreprises n'atteignant pas leurs objectifs.

La discrimination à l'embauche expose aussi les entreprises à un coût réputationnel

64% des Français se disent moins enclins à acheter les produits ou services d'une entreprise accusée de discrimination à l'embauche. Ils sont 62% dans le cas d'une entreprise qui communiquerait fortement sur l'égalité des chances sans agir réellement et 60% face à une entreprise ne faisant rien dans ce domaine. **Cette sensibilité est plus forte dans les QPV** : 71% des habitants pourraient renoncer à acheter auprès d'une entreprise accusée de discrimination à l'embauche et 68% auprès d'une entreprise dont les engagements resteraient au stade du discours. Dans les territoires ruraux, les délocalisations d'emplois au détriment des quartiers et de la ruralité arrivent en tête des motifs susceptibles d'éloigner les consommateurs, à 67%.

L'égalité des chances est un enjeu de crédibilité et de réputation pour les entreprises. Les Français ne sanctionnent pas seulement les discriminations déclarées : ils se montrent également attentifs à l'écart entre les engagements affichés et les pratiques réelles.

Les inégalités territoriales d'accès à l'emploi pourraient peser dans le choix électoral de six Français sur dix

Le pouvoir d'achat arrive très nettement en tête des préoccupations des Français, cité par 50% d'entre eux, devant la sécurité et la délinquance (34%) et la santé (29%) – dans les QPV et en milieu rural, le top 3 est le même. L'emploi et le chômage sont cités par 13% des Français, et les inégalités sociales par 16%. **Pour autant, les inégalités territoriales d'accès à l'emploi et à l'entrepreneuriat sont loin d'être politiquement secondaires : 58% des Français déclarent que les propositions d'un candidat visant à les réduire pourraient influencer leur vote lors de l'élection présidentielle de 2027 (65% dans les QPV).** Le sujet prend une importance encore plus forte chez les jeunes : 84% des moins de 25 ans déclarent que ce sujet pourrait peser dans leur vote.

En somme, en 2027, promettre davantage d'emplois ne suffira pas. **Les candidats devront dire où ces emplois seront créés, qui pourra réellement y accéder et comment ils entendent corriger les inégalités entre les territoires et les populations. L'enjeu sera de faire de l'égalité d'accès à l'emploi non pas seulement une promesse, mais une politique concrète, lisible et évaluable capable de garantir que ni l'adresse, ni l'origine, ni aucun autre critère sans rapport avec les compétences ne puisse déterminer une trajectoire professionnelle.**

© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

ANNEXES

NOS ENGAGEMENTS

CODES PROFESSIONNELS, CERTIFICATION QUALITÉ CONSERVATION ET PROTECTION DES DONNÉES

Ipsos est membre des organismes professionnels français et européens des études de marché et d'opinion suivants :

- **SYNTEC** (syndicat professionnel des sociétés d'études de marché en france ; www.Syntec-etudes.Com)
- **ESOMAR** (European Society for Opinion and Market Research, www.Esomar.Org)

Ipsos France est certifiée ISO 20252 : Market Research - version 2019 par AFNOR CERTIFICATION

Ce document est élaboré dans le respect de ces codes et normes internationales.

Ipsos France s'engage à appliquer le **code ICC/Esomar** des études de marché et d'opinion. Ce code définit les règles déontologiques des professionnels des études de marché et établit les mesures de protection dont bénéficient les personnes interrogées.

Ipsos s'engage à respecter les lois applicables. Ipsos a désigné un Data Protection Officer et a mis place un plan de conformité au Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement (UE) 2016/679). Pour plus d'informations sur notre politique en matière de protection des données personnelles : https://www.ipsos.com/fr-fr/confidentialite-et-protection-des-donnees-personnelles

A ce titre, la durée de conservation des données personnelles des personnes interviewées dans le cadre d'une étude est, à moins d'un engagement contractuel spécifique :

de 12 mois suivant la date de fin d'une étude Ad Hoc .

de 36 mois suivant la date de fin de chaque vague d'une étude récurrente.

© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

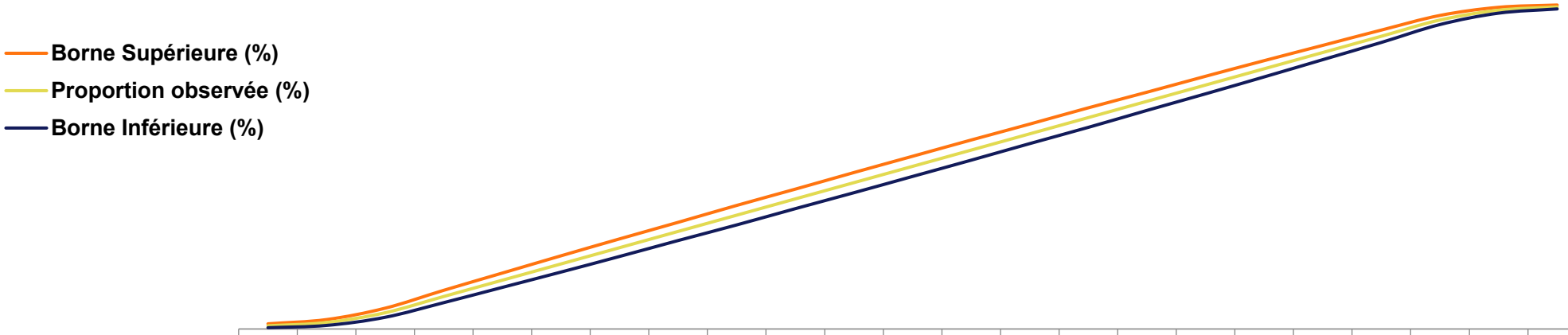
FIABILITÉ DES RÉSULTATS

Feuille de calcul

En l'occurrence s'agissant de cette étude :

- Intervalle de confiance : **95%**
- Taille d'échantillon : **1000**

Les proportions observées sont comprises entre :



	1%	2%	5%	10%	15%	20%	25%	30%	35%	40%	45%	50%	55%	60%	65%	70%	75%	80%	85%	90%	95%	98%	99%
Borne Supérieure (%)	1,6%	2,9%	6,4%	11,9%	17,2%	22,5%	27,7%	32,8%	38,0%	43,0%	48,1%	53,1%	58,1%	63,0%	68,0%	72,8%	77,7%	82,5%	87,2%	91,9%	96,4%	98,9%	99,6%
Proportion observée (%)	1%	2%	5%	10%	15%	20%	25%	30%	35%	40%	45%	50%	55%	60%	65%	70%	75%	80%	85%	90%	95%	98%	99%
Borne Inférieure (%)	0,4%	1,1%	3,6%	8,1%	12,8%	17,5%	22,3%	27,2%	32,0%	37,0%	41,9%	46,9%	51,9%	57,0%	62,0%	67,2%	72,3%	77,5%	82,8%	88,1%	93,6%	97,1%	98,4%

© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

FIABILITÉ DES RÉSULTATS :
Études auto-administrées online

La fiabilité globale d'une enquête est le résultat du contrôle de toutes les composantes d'erreurs, c'est pourquoi Ipsos impose des contrôles et des procédures strictes à toutes les phases de l'étude.

EN AMONT DU RECUEIL

- **Echantillon :** structure et représentativité
- **Questionnaire :** le questionnaire est rédigé en suivant un process de rédaction comprenant 12 standards obligatoires. Il est relu et validé par un niveau senior puis envoyé au client pour validation finale. La programmation (ou script du questionnaire) est testée par au moins 2 personnes puis validée.

LORS DU RECUEIL

- **Echantillonnage :** Ipsos impose des règles d'exploitation très strictes de ses bases de tirages afin de maximiser le caractère aléatoire de la sélection de l'échantillon: tirage aléatoire, taux de sollicitation, taux de participation, abandon en cours, hors cible…
- **Suivi du terrain :** La collecte est suivie et contrôlée (pénétration, durée d'interview, cohérence des réponses, suivi du comportement du répondant, taux de participation, nombre de relances,…).
- **Suivi du terrain :** La collecte est suivie et contrôlée (pénétration, durée d'interview, cohérence des réponses, suivi du comportement du répondant, taux de participation, nombre de relances,…).

EN AVAL DU RECUEIL

- Les résultats sont analysés en respectant les méthodes d'analyses statistiques (intervalle de confiance versus taille d'échantillon, tests de significativité). Les premiers résultats sont systématiquement contrôlés versus les résultats bruts issus de la collecte. La cohérence des résultats est aussi contrôlée (notamment les résultats observés versus les sources de comparaison en notre possession).
- Dans le cas d'une pondération de l'échantillon (méthode de calage sur marges), celle-ci est contrôlée par les équipes de traitement (DP) puis validée par les équipes études.

© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

À PROPOS D'IPSOS

Ipsos est l'un des leaders mondiaux des études de marché et des sondages d'opinion, présent dans 90 marchés et comptant près de 20 000 collaborateurs.
Nos chercheurs, analystes et scientifiques sont passionnément curieux et ont développé des capacités multi-spécialistes qui permettent de fournir des informations et des analyses poussées sur les actions, les opinions et les motivations des citoyens, des consommateurs, des patients, des clients et des employés.

Nos 75 solutions s'appuient sur des données primaires provenant de nos enquêtes, de notre suivi des réseaux sociaux et de techniques qualitatives ou observationnelles.

Notre signature « Game Changers » résume bien notre ambition d'aider nos 5 000 clients à évoluer avec confiance dans un monde en rapide évolution.

Créé en France en 1975, Ipsos est coté à l'Euronext Agglo. parisienne depuis le 1er juillet 1999. L'entreprise fait partie des indices SBF 120 et Mid-60 et est éligible au service de règlement différé (SRD).

ISIN code FR0000073298, Reuters ISOS.PA, Bloomberg IPS:FP
www.ipsos.com

GAME CHANGERS

Dans un monde qui évolue rapidement, s'appuyer sur des données fiables pour prendre les bonnes décisions n'a jamais été aussi important.

Chez Ipsos, nous sommes convaincus que nos clients cherchent plus qu'un simple fournisseur de données. Ils ont besoin d'un véritable partenaire qui leur procure des informations précises et pertinentes, et les transforme en connaissances pour leur permettre de passer à l'action.

Voilà pourquoi nos experts, curieux et passionnés, délivrent les mesures les plus exactes pour en extraire l'information qui permettra d'avoir une vraie compréhension de la Société, des Marchés et des Individus.

Nous mêlons notre savoir-faire au meilleur des sciences et de la technologie, et appliquons nos quatre principes de sécurité, simplicité, rapidité et de substance à tout ce que nous produisons.
Pour permettre à nos clients d'agir avec plus de rapidité, d'ingéniosité et d'audace.

La clef du succès se résume par une vérité simple :
You act better when you are sure.

© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026

MERCI

© Ipsos bva pour la Fondation Mozaik – Octobre 2026